POLITIQUE.

NOUVEAU PROJET DE CONQUÊTE UNIVERSELLE PAR LA RUSSIE.

Il y a quelque chose de fort extraordinaire dans la perversité avec laquelle les hommes s'attachent à des projets de conquête universelle. Les expériences les plus graves ne leur ont encore profité de rien. Quoique le projet de ce genre entretenu par la politique de Charles-Quint, n'ait produit d'autres fruits que le malheur de ses voisins, et le dépérissement du vaste empire espagnol, sous son fils Philippe II et ses successeurs ; quoique celui de Louis XIV, qui n'a eu que peu de développement, ait fini par avoir les suites les plus fâcheuses et les plus déshonorantes pour ce grand roi et pour la France, cependant le commencement du XIX[e] siècle a vu Napoléon répéter les mêmes fautes et renouveler les mêmes malheurs, nonobstant une capacité immensément supérieure à celle de ces deux monarques. Ni ces exemples terribles, ni la décadence rapide des empires de Charlemagne, de César et d'Alexandre, n'ont encore convaincu les conquérans que les conquêtes, plus ou moins grandes, sont des crimes ; que la conquête universelle, surtout, est une chose impossible.

La nation qui, de notre temps, vise à ce but fatal, à celui d'un empire établi par la conquête sur des ruines, c'est la Russie. Elle semble défier les vengeances de l'Europe prête à se lever contre de grandes injustices ; mais elle sera plus facilement détournée du but qu'elle se propose que

ses devanciers ne l'ont été. Elle vient d'être démasquée, et le danger d'une lutte sanglante est désormais écarté; l'éveil donné au monde civilisé va mettre fin à des prétentions trop favorisées par les étranges fautes des gouvernemens chrétiens. Grâce à l'imprimerie, à ses développemens, les sourdes menées de la Russie sont complètement dévoilées; ce pays sera forcé de rentrer dans de meilleures voies, et le monde entier profitera de l'échec que sa politique machiavélique est destinée à subir.

Le changement d'opinion qui s'opère en Europe, à l'égard de la Russie, va tuer ses espérances, ses projets d'agrandissement. Un des nombreux signes de ce changement, c'est un ouvrage intitulé : *l'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie,* dont trois éditions ont été épuisées à Londres en six mois, et dont une traduction (1) précédée d'une préface chaleureuse et habile vient de paraître à Paris. Les lecteurs du *Polonais* nous sauront gré de leur faire connaître cet ouvrage, dans lequel un appel est en quelque sorte fait à l'Europe entière contre la Russie. Avant, toutefois, d'en entreprendre l'analyse, que quelques observations préliminaires nous soient permises.

Des circonstances plus péremptoires que la publication d'une brochure politique signalent un changement d'opinion à l'égard de la Russie. Par exemple, l'Autriche s'éveille et s'inquiète, l'Autriche qui depuis soixante ans semblait inattentive

(1) *L'Angleterre, la France, la Russie et la Turquie,* ouvrage traduit de l'anglais, précédé d'une Introduction, et augmenté d'un Post-Scriptum tiré d'un écrit postérieur du même auteur. Paris, 1835, chez Truchy, boulevard des Italiens, et Le Doyen, Palais-Royal. Cet ouvrage, dont nous avons donné l'introduction dans notre dernier numéro, a été attribué par les journaux à la plume d'un diplomate anglais fort distingué; mais nous savons de bonne source que c'est à tort. L'auteur de ce remarquable écrit est M. Urquhart, qui, par ses fréquens voyages en Turquie, et ses relations dans ce pays, est à même de bien apprécier la politique russe dans la question d'Orient.

ou indifférente aux faits et gestes de cette puissance. Nulle part on n'oserait discuter à haute voix (1) l'ancien projet d'un *partage* de la Turquie. Ce partage que, dans le XVIII[e] siècle, la Russie osait offrir à l'Autriche et à d'autres gouvernemens, comme, plus tard, à Napoléon, pour les engager à soutenir ou à permettre l'attaque de Constantinople, ce partage, elle ne pense plus qu'il soit nécessaire de l'offrir; elle croit être assez forte maintenant pour saisir seule la proie qu'elle a guettée pendant tant d'années. Quand elle voulut s'approprier la Pologne, elle se donna des complices qu'elle admit au partage. En effet, la Turquie était là qui aurait pu s'opposer à l'exécution de ses desseins, si l'Autriche et la Prusse elles-mêmes ne se fussent montrées criminellement avides. Contre la Turquie, elle se dispense d'associés, parce que les succès l'ont aveuglée, et que la soif des conquêtes la rend jalouse des rivaux, même complaisans.

Sans doute, il y a impossibilité absolue qu'un gouvernement quelconque étende, au XIX[e] siècle, sa domination de manière à menacer l'indépendance générale; mais des faits accomplis prouvent que, dans ce moment, la Russie *médite* un projet de ce genre.

La chose est impossible, répétons-le, mais l'espoir du succès trompe cependant le souverain russe, cet autocrate qui se croit tout permis ; ce chef d'un peuple qu'attirent de plus en plus la douceur et les richesses des climats du Midi ; ce despote, qui trouve dans toute l'Europe une aristocratie féodale ou financière prête à sacrifier sa propre indépendance, pourvu que soit écrasée celle des hommes dont elle déteste le libéralisme. L'Europe, qui s'est aperçue des dangers qui la menacent, parviendra facilement à les écarter, si elle ne néglige pas les moyens de salut aussi simples

(1) Des révélations infiniment curieuses et graves à l'égard des offres que la Russie s'est habituée à faire pour assoupir les jalousies des divers pays, nous mettront à même d'apprécier la hardiesse de la diplomatie russe.

que puissans dont elle peut disposer. La Russie, mieux instruite du respect qu'elle doit à l'indépendance de ses voisins, mieux instruite surtout de la puissance de leurs forces, renoncera au rôle de nation conquérante, et entrera dans une nouvelle et meilleure carrière. Les dangers dont nous avons parlé, les moyens de les conjurer, sont longuement et habilement développés dans l'ouvrage que nous avons nommé, et dont nous allons commencer l'analyse.

Les principaux objets à l'examen desquels l'auteur se livre dans cet ouvrage, sont : 1° les forces actuelles de l'empire ottoman, et les élémens de sa vitalité ; 2° les fraudes auxquelles a recours la politique russe pour arriver à l'occupation de la Turquie ; 3° les mesures que l'Angleterre et la France doivent adopter pour soutenir la Porte, et faire avorter les projets du cabinet de Saint-Pétersbourg, projets qui, s'ils réussissaient, seraient essentiellement préjudiciables à ces deux puissances.

La question de l'indépendance turque est bien loin d'être une chose nouvelle dans la politique de l'Europe. Deux grands hommes d'État placés dans des positions et dans des temps bien différens, mais très propres à leur inspirer un jugement sain sur cette question, ont également décidé que ce serait une faute grave que de ne pas maintenir l'indépendance de la Turquie; ces deux personnes sont lord Chatham et Napoléon. Le grand orateur, le ministre anglais disait nettement : « Avec un homme qui ne voit pas les intérêts de » l'Angleterre dans la conservation de l'empire ottoman, » je n'ai pas à discuter. » Mais c'était considérer la question sous un point de vue étroit et particulier; Napoléon la voyait plus en grand. Quoiqu'il fût en guerre avec l'Angleterre, son ennemie mortelle; quoiqu'il fût l'allié de la Russie, il ne voulut jamais consentir à ce que cette dernière puissance prît possession des Dardanelles, bien qu'en retour elle lui eût prêté son assistance pour soumettre le reste de l'Europe à sa domination. Nous pourrions citer une longue

série d'actes diplomatiques qui remontent très haut, et qui démontreraient l'intérêt que la France et l'Angleterre n'ont cessé de prendre à l'indépendance de la Turquie. Malheureusement il y a eu trop souvent dans la diplomatie chrétienne des variations mal fondées, des refroidissemens injustes, enfin de la mauvaise foi envers les puissances musulmanes (1)! Les préjugés religieux eurent une grande influence sur la politique de l'Europe, long-temps après les croisades; et si les Musulmans sont soumis à un grand nombre de préjugés de cette nature, les chrétiens paraissent avoir eu envie de les surpasser sur ce point.

Bien que la politique générale de la France et celle de l'Angleterre aient toujours été en harmonie avec l'opinion de lord Chatham et de Napoléon, il est arrivé souvent, nous venons de le dire, que des circonstances exceptionnelles ont failli détruire tout le bien que produisait cette politique générale.

A la fin du XVIII[e] siècle, Fox et les Vhigs favorisèrent les progrès des Russes. Des intérêts commerciaux mal entendus les retinrent dans cette déplorable voie, contre l'opinion de Pitt (2); puis vinrent les guerres

(1) Les infidélités de la politique chrétienne envers les Musulmans remontent assez haut. Busbequius en a conservé dans ses ambassades en Turquie, au XVI[e] siècle, un exemple qu'on pourrait multiplier *ad libitum*, dans les annales diplomatiques. « Les Turcs, » disait-il, étaient fâchés de la paix de France et d'Espagne. Ils » avaient cru qu'ils seraient nommés dans le traité, pour jouir avec » les autres des fruits de cette paix. Soliman écrivit au roi de France » seulement, qu'il approuvait cette paix, mais qu'il le priait de se » souvenir que les vieux amis ne devenaient pas aisément ennemis, » que les vieux ennemis ne se faisaient pas facilement amis. » Traduction. Edit. de 1646, Paris, p. 220.

(2) En 1791, M. Pitt disait au Parlement que « l'influence de la » Turquie était très avantageuse à l'Europe, et que sa position était » propre à inquiéter toutes les puissances intéressées à maintenir » cette influence. Si la guerre, ajoutait M. Pitt, finit favorablement » pour la Russie, ce n'est pas seulement la Turquie qui aura à souffrir de ce résultat. » *Parliamentary History*, 1791, vol. 29, p. 54.

de la révolution française, qui embrouillèrent dans l'intérêt des despotes la question de l'Orient avec tant d'autres. Depuis 1830, lord Grey avec son opiniâtreté habituelle a suivi une politique faible et conciliatrice vis-à-vis de la Russie, ce qui n'a que trop plu à la cour des Tuileries. Le système du juste-milieu n'a été en vérité, pour le système russe en Orient, qu'une série de complaisances fâcheuses; ce système nous a entraînés dans des voies périlleuses; il s'agit à cette heure-ci d'en retirer l'Europe, dans l'intérêt de la civilisation universelle.

C'est surtout dans les forces actuelles de l'empire ottoman qu'il faut puiser l'espérance d'un meilleur avenir. Sur ce point l'auteur anglais dit :

« Quoique la vigueur de l'autorité suprême soit presque anéantie en Turquie, il y a cependant dans les masses vitalité, sensibilité et énergie. La faiblesse du gouvernement, en ce moment, provient d'abord de son ignorance, qui renferme à la fois toutes les causes de déclin, et une grande facilité de régénération, ensuite de la position anti-nationale où ce gouvernement s'est placé. Il se prive de l'attachement et de l'appui de la nation, il perd sa force en cherchant et croyant trouver un soutien temporaire dans la protection russe. Aucun changement ne s'est opéré dans les institutions politiques de la Turquie depuis l'époque de ses conquêtes; son peuple est toujours brave et docile, les factions politiques y sont restées inconnues, et la moralité domestique est autant que jamais le trait caractéristique universel chez ce peuple. L'abaissement actuel de la Turquie n'est pas le dernier période d'une décadence progressive; déjà elle était tombée aussi bas, et plus bas encore, et cependant elle s'est rapidement relevée au moment même où, comme aujourd'hui, elle paraissait à la veille de rendre son dernier soupir. Sous Soliman II, la Grèce et la Dalmatie étaient occupées par les Vénitiens; la Hongrie, la Servie, la Bosnie, la Bulgarie, par les Autrichiens; la Transilvanie, la Vala-

chie et la Moldavie, par les Polonais; un chef rebelle envahit l'Anatolie, et s'aventura même jusqu'aux murs de Scutari; un autre rebelle contesta au sultan le reste de ses provinces d'Europe : ajoutez à cela le refus des Musulmans de se laisser enrôler, l'insubordination des janissaires, et un trésor tellement épuisé qu'il n'y eut pas de quoi louer des chevaux pour le transport de la cour du sultan, lorsqu'il dut quitter sa capitale (1). Cependant, un an ne s'était pas écoulé depuis que Kiupruli-Mustapha avait été nommé visir, et déjà le croissant flottait de nouveau sur les murs de Belgrade, et les queues de cheval étaient plantées aux bords de la Théiss. Cette révolution miraculeuse, dans la force et l'énergie de l'empire ottoman, ne fut cependant amenée par la réforme d'aucune loi, par aucune innovation, par aucun changement dans les taxes, mais uniquement par une observation stricte des institutions simples et fondamentales de l'empire.

» L'administration supérieure avait besoin de tenir continuellement en bride le pouvoir exécutif, afin de l'empêcher de dépasser les limites étroites qui devaient borner son autorité plutôt judiciaire qu'administrative, et cela en lui défendant de jamais intervenir dans le code immuable et sacré qui, après avoir tracé les traits principaux et distinctifs de l'administration, avait abandonné les détails à des coutumes locales et non moins révérées. Le pouvoir était despotique, mais il ne devait se montrer que lorsqu'on l'invoquait, et sa force, quoique réellement insignifiante,

(1) La découverte d'une grande conspiration força le sultan de fuir à Andrinople. Les écuries impériales ne contenaient pas le nombre suffisant de bêtes de somme. Il ordonna d'en louer ce qu'il fallait; mais le trésor ne put fournir l'argent nécessaire pour cet objet. Le sultan envoya vendre à l'enchère une partie de ses bijoux. Cet aveu de pénurie, qui aurait infailliblement paralysé ou détruit le plus puissant gouvernement de l'Europe, sauva celui de la Turquie, et calma instantanément la sédition. (*Note de l'ouvr. cité.*)

paraissait prodigieuse, parce qu'elle n'avait pas besoin de dépenser constamment son énergie à réprimer des résistances systématiques, à renforcer les conséquences de règlemens oppressifs, et à maintenir une complication de lois innombrables (1). » . . . .

« Nonobstant la faiblesse de la Porte, qui résulta en partie de l'incapacité avec laquelle on avait fait face aux circonstances, mais bien plus encore de l'attitude menaçante de la politique étrangère et des blessures fatales, mais non mortelles, qu'on permit à la Russie de lui faire, la nation turque a plus avancé en opinion et en éducation publique, elle s'est affranchie de plus de préjugés et de préoccupations fanatiques, dans les dix dernières années qui viennent de s'écouler, que les peuples aujourd'hui les plus éclairés de l'Europe en dix siècles. Cela s'explique par le principe dont il a été question plus haut, c'est-à-dire que les abus y venaient du pouvoir exécutif et non des institutions. Il n'y avait pas en Turquie de classes d'hommes privilégiés à l'exclusion de tout le reste de la population; il n'y existait pas de combinaisons manufacturières, commerciales ou agricoles, point de corps de douaniers et de percepteurs de taxes qui établissent journellement en opposition le peuple et le gouvernement, point de priviléges aristocratiques enracinés profondément; nulle antipathie démocratique remuant les masses, nulle opposition d'intérêts amenant une dangereuse discordance d'opinions; et comme à côté de la pleine liberté laissée aux volontés locales et à

(1) « Il faut admettre, comme caractère particulier de ce gou-» vernement, une confiance basée sur la force de son principe, et » non sur le principe de sa force, et en outre le dessein et la vo-» lonté d'accorder le plus de facilité possible à toutes les relations » individuelles, sans les fatiguer ou les embarrasser continuellement » par l'action gouvernementale. » (*Moniteur ottoman* du 2 septembre 1834.) On y trouve un article admirable sur la police de Constantinople. (*Note de l'ouvrage cité.*)

la circulation intérieure, le revenu de l'État n'était perçu que sur le produit net, sur ce que nous appelons la rente de l'agriculteur, on pourrait dire que, comparativement à l'Angleterre, la Turquie ne connaissait pas d'impôts ; ce qui, joint à la parfaite indépendance des marchés et des prix, malgré quelques violences et quelques abus, répandait dans le pays un contentement intime si calme et si profond, que le vaisseau de l'État voguait à pleines voiles à travers une agitation extérieure qui n'offrirait à nos yeux aucune chance de salut.

» Si donc la Turquie est aujourd'hui dans l'état où nous la voyons, la faute tout entière en est à la politique européenne, qui a permis que les armes, les traités, la protection, l'or et les conseils perfides de la Russie l'y aient réduite. C'est la politique de l'Angleterre qui seule peut la sauver. Ce n'est donc point une investigation vaine et triviale que nous avons entreprise, puisqu'il s'agit de faire un habile usage des élémens politiques qu'offre cet empire, puisqu'une réorganisation de la Turquie est le seul moyen de prévenir la guerre et de nous assurer du succès. La destruction des janissaires a produit dans la constitution du pouvoir un changement qui, malgré les discussions auxquelles il a donné lieu, n'a pas été encore analysé avec le soin qu'exigeait l'importance de l'intérêt que nous avons à voir prospérer la Turquie. » . . . .

« Ici nous devons soigneusement distinguer les principes janissaires des principes turcs. Les premiers, c'étaient la violence, la corruption, l'épuisement de toutes les ressources et de toutes les forces militaires, la dissipation du trésor, la résistance à tous les changemens, même avantageux, un mépris hautain de leurs concitoyens de religion différente, une incorrigible manie de propager et de perpétuer le fanatisme parmi les leurs.

» Tout cela a disparu ; mais par l'effet du changement, les principes turcs, qui ont perdu dans les janissaires un

organe et un soutien, et sont par là même devenus le jouet du caprice d'un seul homme, sont les principes suivans : la non-intervention gouvernementale dans la perception des impôts, la liberté illimitée des marchés et des échanges, l'impossibilité de taxes illégales imposées par le sultan, l'inviolabilité des coutumes locales, l'appropriation de fonds charitables et autres, l'héritage des propriétés confiées à la décision des juges volontairement élus, l'administration de l'église, quant au spirituel, et plusieurs importantes fonctions civiles, échues en partage depuis un temps immémorial aux dignitaires des différens cultes, etc., etc.

» Ces principes ont été les divinités bienfaisantes de la Turquie ; ils ont été révérés par ses enfans les plus fanatiques, et avaient survécu aux agitations les plus convulsives et les plus critiques. » . . . .

« Les sujets de la Porte ayant été accoutumés pendant des siècles à l'inconduite et aux iniquités des autorités locales, comme leur résistance à ces autorités finissait toujours par être approuvée par le gouvernement central, de grands abus pouvaient exister, et ces abus ont pu donner lieu à de grands mécontentemens, sans que le mal fût attribué à l'autorité suprême, sans qu'elle fût l'objet de ces mécontentemens. Le chef de l'État n'a jamais cessé d'inspirer à tous les Turcs une vénération et une crainte respectueuse, qui s'expliquent par la grande facilité avec laquelle, dans ce pays, on parvenait à éloigner les fonctionnaires publics dont on ne pouvait plus tolérer l'oppression. La dernière révolution a anéanti le pouvoir de ces zemindars locaux, de ces petites aristocraties, de ces gouverneurs délégués ; de façon que si aujourd'hui il existe des abus, si quelque crime reste impuni, la faute n'en saurait plus être imputée qu'au gouvernement, qui est aujourd'hui tout-puissant pour le bien ; et le sultan, au lieu de représenter un individu insignifiant, chargé uniquement de fonctions élevées, mais circonscrites, est devenu la seule autorité de l'État. Au

milieu de circonstances tellement changées, l'attachement aux principes de l'administration, la confiance qu'on leur accordait, la crainte du sultan, seuls liens réels de l'empire, liens qui semblaient relâchés, mais n'en étaient pas moins fermes, élastiques et entiers, n'ont pas jusqu'à présent perdu leur force, mais seulement leur principe de cohésion.

» Nous disons leur principe de cohésion, car c'était la religion de l'État qui était l'origine de la simplicité dans l'administration et de l'esprit de soumission dans les chefs. Le sultan est encore aujourd'hui le plus puissant souverain du monde. Les habitudes d'une obéissance séculaire restent; les garanties religieuses qui, devant servir de digue aux passions et aux caprices du sultan, ont fondé cette disposition à l'obéissance de la part du peuple, ont presque disparu. Si le sultan savait seulement bien apprécier sa position, s'il voyait le mérite de son peuple, et les fautes de son gouvernement, une simple déclaration de sa volonté éclairée produirait dans le sort de la Turquie une révolution sans exemple dans tout autre pays. Mais ses amis se contentent de lui souhaiter des succès, tandis que ses ennemis ont plus d'intelligence et d'activité. Tout ce dont l'or et l'esprit peuvent disposer a été employé par la Russie pour atteindre son but principal, celui de mettre à profit toutes les dispositions personnelles du sultan, d'exploiter ses vices, ses qualités, mais surtout son ignorance. Elle a déjà recueilli bien des fruits des erreurs du sultan, elle a semé beaucoup de germes de désaffection contre ce souverain; mais ce n'est pas dans un jour qu'on étouffe des sentimens qui ont des siècles de vie. Ils peuvent être exposés à des fluctuations violentes; mais la vénération publique restera long-temps attachée aux vieilles prédilections, malgré les abus qui se sont glissés dans le système même, et quoique le sultan ait substitué son caprice au code sacré des Musulmans. Les preuves de la longue indulgence des Turcs sont palpables, quand on pense aux fautes qui se sont accumulées dans les

dernières trois ou quatre années. Le sultan est encore sultan : nul prétendant à l'empire ; pas la moindre idée de changer la forme du gouvernement. Dans les districts et les provinces qu'on a détachés de la Turquie, percent des signes non équivoques du désir qu'on a de recouvrer son ancienne position, et des émigrés, qui avaient été tentés ou intimidés au point de chercher un refuge dans les États voisins, abandonnent leurs nouvelles possessions pour revenir à leur ancienne patrie. C'est un fait qu'à l'époque même des janissaires, et quelque entravées qu'aient été toutes les grandes combinaisons d'industrie, de science et de capitaux en Turquie, l'individu y a joui d'une somme de liberté domestique, rurale, religieuse et commerciale supérieure à celle dont on jouit dans tout autre pays du monde. » . . .

« Des voyageurs soutiennent qu'il existe un parti puissant contre le sultan ; mais ils tirent des conséquences européennes de faits qu'ils observent dans un état de société auquel l'Europe n'offre rien d'analogue. Le sultan n'est pas appuyé, comme un autre monarque européen, par une classe de partisans contre une ou plusieurs classes d'adversaires. En Turquie, il n'y a point de lutte entre les opinions de différens individus, c'est seulement dans le même individu qu'on voit des sentimens et des opinions qui se combattent. Personne ne recherche avec une certaine avidité, certaine complaisance, à découvrir les fautes et les erreurs de ses adversaires, pour en faire des armes à l'usage de son parti, ou donner de nouveaux alimens à des ambitions démagogiques ; tous déplorent les fautes dont tous supportent également le châtiment. Dans les provinces éloignées, aujourd'hui comme autrefois, on essaie de mettre toutes ces fautes sur le compte des subordonnés ou des circonstances, et l'on tient avec une persévérance étonnante à l'ancienne loyauté, à l'ancienne fidélité envers le souverain. Le mécontentement n'est pas celui d'un parti, ni même celui d'une nation ; mais c'est plutôt celui d'une famille, d'autant plus

violent qu'il est mêlé d'affection, mais quoique de longue durée, accompagné toujours néanmoins de sentimens plus doux, et qui repoussent les moyens qui se présenteraient comme dernière ressource. Que si la patience des Turcs était poussée à bout au milieu de circonstances nouvelles et alarmantes, il en résulterait non seulement la destruction de leur existence politique, mais la destruction de plusieurs sentimens moraux qui les rendent si estimables. Un tel état de choses a rendu cette nation entièrement dépendante de la politique étrangère ; le centre de ses actions, de ses opinions, a été jeté en dehors de la sphère de ses intérêts et de ses habitudes. Les relations du sultan avec la Russie ont fait naître chez tous les Turcs cette conviction désespérante, qu'ils sont en opposition avec *lui* ; et comme ils n'ont aucun moyen de le contrôler, tous les griefs sont exagérés ; tout le mal, c'est à lui qu'on l'impute. La haine contre la Russie est devenue un point de ralliement général ; nous pourrions en faire le pivot d'une régénération conservatrice : mais dans la position anti-nationale où le gouvernement turc s'est placé, cette désaffection générale est grosse de destruction.

» La crise est déjà mûre à Constantinople par suite de la révolte de Syrie contre Méhémet-Ali. L'attention générale s'est portée sur les aveux officiels de l'insuffisance de l'armée, malgré la docilité de la population, de la nullité de la flotte, malgré l'état parfait de son matériel, enfin de la dépendance absolue où se trouve la Porte des gouvernemens étrangers, et de l'abaissement politique qui en est la conséquence naturelle. Cette profonde humiliation s'aggrave encore des relations et de l'appui que cherche l'empereur ottoman, le calife des croyans chez les infidèles moscovites. C'est donc sur le sultan que se concentre toute la haine que provoquent ces mesures, car l'alliance russe, abhorrée par la nation, est répudiée même par les hommes du gouvernement, si méprisables sous tous les autres rapports.

Le chef d'un district arraché au sultan en Asie par le traité d'Achmet-Pacha, parlant dernièrement à un Anglais, se servit de ces paroles remarquables, et qui résument tout ce que nous avons tâché d'expliquer : « *Nous répandrions* » *volontiers jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour le* » *sultan ; mais pourquoi est-il un si grand ami des Russes ?* » *Nous croyons bien qu'il ne pourra être digne de l'affection* » *que nous lui portons que lorsqu'il sera guidé par vos con-* » *seils.* »

» Par une coïncidence singulière et naturelle pourtant, la haine contre les Russes a fait disparaître les préjugés contre les autres chrétiens ; aujourd'hui les espérances d'une extrémité de l'empire turc à l'autre sont tournées vers nous. Dans la capitale, dans le plus petit village, au centre des communications, ainsi qu'aux frontières les plus éloignées, le sentiment d'une attente vague mais profonde se trouve répandu, qui réclame de nous une réorganisation intérieure et l'indépendance au dehors. Un désappointement sous ce rapport paralyserait tout ce qui résulte de moyens de résistance dans ce pays.

» Une catastrophe est inévitable, si elle n'est prévenue par l'intervention directe de l'Angleterre, qui délivrerait la Turquie de la menace permanente de l'occupation de sa capitale, et qui imposerait à son gouvernement la nécessité de changer de mesures. »

Il reste à ajouter un élément de forces pour l'empire turc, que l'auteur n'a pas estimé assez haut. Cet élément, c'est l'opinion qu'ont les populations de ce pays de la suprématie des États soumis à la loi du koran; c'est cette religion si vivace au fond de tous les cœurs, ce profond sentiment de respect et de crainte qu'inspire à tous les Musulmans le grand chef de l'islamisme.

« L'unité de la puissance ottomane n'a pas été seulement la cause de sa durée, cette unité est encore indubitablement l'objet du désir de toutes ces populations dont on propose

de blesser si arbitrairement les intérêts et les affections. Si elles souhaitaient d'améliorer et de contrôler leur unité, il est démontré qu'elles ne veulent point la détruire (1). »

Nous n'entrerons pas dans les détails de la question qui s'agite entre le sultan et Méhémet-Ali. Il paraît que la soumission de celui-ci est décidée dans les cabinets européens; c'est un retour vers une saine politique. Les faits qui ont signalé ce changement sont vraiment remarquables. On sait à présent que la France et l'Angleterre ont arrêté la marche d'Ibrahim en Asie-Mineure; et voici, d'après l'auteur, un autre échec qu'a subi l'ambition du vice-roi d'Égypte.

(1) Les révoltes les plus remarquables de ces dernières années nous offrent un témoignage incontestable de l'intensité et de l'universalité de ce sentiment. Quand Mustapha Bairactar conduisait ses Albanais victorieux à Constantinople, c'était pour délivrer le sultan du joug des janissaires. — Quand les Serviens se révoltèrent sous Czerni George, ce fut pour chasser les daïs ou janissaires de la Servie; et, pour prouver que leur révolte n'était point dirigée contre le sultan, ils laissèrent inoccupées les places fortes qu'ils avaient prises. Mustapha, pacha de Scodra, appela sous les armes la Roumélie occidentale, et marcha sur Monastir. Ses proclamations respiraient le respect et la loyauté envers le sultan; il n'appelait les fidèles aux armes que pour le délivrer du joug des mauvais conseillers. — Ibrahim-Pacha mit en avant, comme une des meilleures raisons pour réclamer l'aide de l'Anatolie, qu'il ne marchait qu'avec l'agrément secret du sultan, et pour le délivrer de la protection russe. — Méhémet-Ali, qui, à ce que l'on croit en Europe, vise à se rendre maître du trône du sultan, est aussi effrayé de cette idée que le moindre de ses sujets. L'objet le plus élevé de son ambition la plus secrète était de succéder au sérasquier, c'est-à-dire de présider le conseil de régence. Les Russes eux-mêmes, passant par les territoires aujourd'hui annexés à perpétuité à leur empire, empêchèrent la résistance armée de ces provinces en proclamant qu'ils ne marchaient pas contre le sultan, mais par ses ordres, et pour soumettre quelques pachas rebelles. — Ils propagèrent cette opinion même après leur invasion, et s'emparèrent à son ombre de la position importante d'Anapa. (*Note de l'ouvrage cité.*)

« Méhémet-Ali s'est efforcé d'obtenir la sanction de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche, à sa déclaration d'indépendance. Dans une note officielle adressée à ces trois cabinets, il énumère les difficultés que lui suscitent les exigences et les inimitiés de la Porte, et propose, si les puissances consentent à le reconnaître souverain indépendant, de vouer tous ses soins à mettre sur pied une armée considérable (150,000 hommes) qu'il tiendrait à leur disposition contre la Russie.

» Cette singulière tentative n'est qu'absurde, parce qu'on l'a repoussée; elle aurait paru très habile si elle eût obtenu du succès. L'objet de la note paraît d'avoir été d'obtenir le consentement de l'Angleterre, et, en tout cas, d'établir plus solidement l'apparence de rapports intimes entre Méhémet, et l'Angleterre et la France, afin de remplir l'esprit du sultan d'une profonde méfiance contre les deux États, dont la politique se présenterait de cette manière comme inconciliable avec la sienne. Si le cabinet anglais eût manqué de ces lumières, qu'il n'eut pas toujours dans des circonstances analogues, le plan de Méhémet aurait pu réussir, et aurait porté un coup mortel à la Turquie. Heureusement le ministre anglais vit la chose sous son vrai jour, répondit au pacha que les principes aussi bien que les intérêts de l'Angleterre l'empêchaient de prêter son appui à de pareilles propositions, et lui conseilla de ne pas employer contre son propre souverain les forces que celui-ci lui avait confiées, mais au contraire, d'évacuer Orfa et de payer son tribut.

» La manière dont l'ambassadeur anglais a donné connaissance de cet évènement à la Porte est également heureuse. Tandis que le représentant de la France ne communiquait que *confidentiellement au drogman de la Porte* la réponse de son gouvernement à Méhémet-Ali, comme s'il ne s'agissait que d'une petite affaire, lord Posonby fit connaître la réponse de l'Angleterre par une note officielle. C'est

ainsi que, pour la première fois, les intrigues de la Russie ont tourné contre elle-même. Les moyens qu'elle avait imaginés, et qui, d'après l'expérience du passé, lui paraissaient suffisans pour brouiller le sultan avec l'Angleterre et pour envenimer la haine qui divise le sultan et son vassal, n'ont conduit qu'à une déclaration positive du désir de l'Angleterre de voir la puissance du sultan se consolider, ont démenti complètement les rumeurs contraires que la Russie prenait dès long-temps à tâche d'accréditer, décidé l'évacuation d'Orfa, donné à l'Angleterre un avant-goût de l'influence que ses conseils judicieux pouvaient exercer en Orient, ont excité enfin parmi les Turcs un sentiment de profonde indignation contre la Russie, à laquelle ils ont attribué, à tort ou à raison, cette nouvelle machination de Méhémet. »

Les efforts de la Russie pour augmenter les difficultés qui existent déjà entre le vice-roi et le sultan, nous conduisent à l'examen des fraudes auxquelles a recours la politique russe pour arriver à l'occupation de Constantinople et de toute la Turquie.

Si les diplomates moscovites ne s'efforçaient pas de prêter à leurs souverains des préoccupations autres que celles des conquérans vulgaires, il serait moins important d'appuyer par des preuves l'accusation portée contre la Russie, d'avoir toujours eu des vues personnelles d'agrandissement, plutôt que d'avoir été influencée par le grand but de la civilisation générale. Ces preuves sont cependant éclatantes ; il y en a une qui est par trop curieuse, pour que son ancienneté la fasse rejeter : « Nous ne quitterons jamais un si » beau pays, disait un général russe devant Andrinople, » au x[e] siècle, que lorsque les Grecs auront racheté à de- » niers comptans les villes et les prisonniers qui sont en » notre pouvoir. S'ils refusent de payer, ils n'ont qu'à s'en » aller de l'Europe (1), où ils n'ont aucun droit, pour se

(1) *Les cabinets et les peuples*, par M. Bignon, 2[e] édition. Paris, 1823, p. 283.

» retirer en Asie. » Le goût pour ce « *beau pays* » se réveilla plein de force sous Pierre-le-Grand, Catherine, et Alexandre.

Les désirs de Pierre et les projets de Catherine sont assez connus, et un diplomate français a mis au grand jour ce que voulait faire l'empereur Alexandre à cet égard.

« De la ruine de la Pologne aux dangers de la Turquie, disait ce diplomate, la transition n'est que trop naturelle. Les uns sont la conséquence nécessaire de l'autre. Pour les Turcs comme pour les Polonais, c'est sous le voile d'une apparente protection que se prépare l'envahissement. Nous voudrions qu'il nous fût permis de croire à la sincérité du désintéressement de la Russie; mais, Messieurs, outre le terrible exemple de la Pologne, il est encore d'autres souvenirs qui nous rendent, bien malgré nous, la confiance extrêmement difficile. Sans nous arrêter à des faits généralement connus, il en est que l'histoire n'a pas révélés encore. En voici un que la publicité réclame surtout au moment où nous sommes.

» En 1808, immédiatement avant l'entrevue d'Erfurth, à cette époque d'étroite intimité entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg, époque où l'ambition des deux empereurs s'expliquait entre eux avec une franchise exempte de toute ombre d'hypocrisie, l'empereur Alexande insistait, avec une incroyable vivacité, pour un partage entier de l'empire ottoman, tandis que Napoléon faisait tous ses efforts pour éviter ce partage. Afin de tenter le gouvernement français, les concessions qu'on lui faisait étaient immenses : outre que la Russie lui abandonnait sans réserve la péninsule espagnole et la péninsule italique, outre qu'elle admettait, comme un droit acquis, son ascendant sur l'Allemagne, elle laissait Napoléon maître de choisir ce qui pourrait lui convenir dans la plus grande partie de l'empire turc, l'Albanie, la Bosnie, la Morée et les îles dépendantes de cet empire; elle offrait même de lui fournir des troupes pour lui en faciliter la con-

quête ; mais en revanche, dans le lot de la Russie, l'empereur Alexandre demandait à comprendre *Constantinople et les Dardanelles*. Il prétendait « que Constantinople ne serait » pour lui qu'une ville de province ; que la géographie la lui » donnait ; et, relativement au passage des Dardanelles, il » disait *qu'il fallait bien qu'il eût la clef de la porte de sa* » *maison.* » Quoique Napoléon fût alors très préoccupé de l'insurrection d'Espagne, et quelque prix qu'il attachât à l'alliance russe, si importante pour lui, non seulement contre l'Angleterre, mais aussi contre l'Autriche, qui se préparait à une nouvelle levée de boucliers, la demande lui parut tellement exorbitante, que jamais il ne voulut y consentir.

» L'empereur Alexandre avait beau alléguer qu'on pourrait conclure une convention qui assurerait la liberté du passage des Dardanelles à la navigation de la France, et même de toutes les nations commerçantes, Napoléon savait trop bien que de pareilles conventions ne s'exécutent que sous le bon plaisir du gouvernement qui tient la clef dans ses mains, et que toujours celui peut ouvrir le passage peut aussi le fermer. Force fut à l'empereur Alexandre de renoncer à ses ambitieux projets. Messieurs, lorsque de pareilles idées sont une fois entrées dans l'esprit d'un cabinet, il est difficile qu'elles ne s'y enracinent pas, et qu'elles ne deviennent pas le mobile de toute sa politique. Cependant les temps sont changés. Sous les règnes des empereurs Alexandre et Napoléon, ces écarts d'une ambition sans limites avaient une sorte d'excuse. En abandonnant à la France les trois quarts du continent, la Russie semblait autorisée à demander, vers l'Orient, une extension proportionnelle ; mais aujourd'hui, qui pourrait justifier une telle prétention de la part de cette puissance ? Serait-ce que, pour le cas d'un démembrement de la Turquie, il y aurait maintenant des compensations déjà convenues ou du moins proposées au profit de quelques cabinets ? et, dans le cas de stipulations hypothétiques ou

de pourparlers de cette nature, ne serait-il pas à craindre qu'une partie au moins des compensations ne fût prise ailleurs qu'en Turquie, comme par exemple aux dépens des nations germanique et italienne (1)? »

Parler au public est une des nécessités de notre époque; et même en Russie, dans ce pays où tout est secret, où il n'y a pas de tribune parlementaire, il y a des journaux qui font connaître les intentions du gouvernement. On sait les paroles outrageantes de la *Gazette de Pétersbourg* en 1833, en réponse à un discours du lord Palmerston au parlement anglais, paroles répétées par le *Moniteur* français. On connaît la menace qui a été faite à la France, dans le même journal, « de marcher par Constantinople sur Paris. » Si cette menace fut désavouée sur la réclamation de la France et de l'Angleterre, elle ne parut pas moins plus tard dans la *Gazette officielle de Sassy*, et on n'ignore pas l'effet qu'elle produisit parmi les troupes russes (2). Enfin c'est dans la *Gazette de Moscou*, du 27 décembre 1832, que se trouve un article qui peut-être est unique dans les journaux d'un pays allié, d'un pays où tous les journaux sont, pour ainsi dire, rédigés par les commis du gouvernement.

« La nation russe est indignée de la part secrète que
» l'Angleterre ou plutôt son perfide ministère a prise aux
» troubles de la Pologne; mais nous aurons notre tour. Nous
» lui ôterons son masque, et nous apprendrons au monde
» comment on contraint véritablement un peuple à l'escla-
» vage. Vous jugerez bientôt si Posonby a dit vrai en répé-
» tant, à qui voulait l'entendre: « *La Russie n'est plus rien,*
» *et la Pologne l'empêchera dorénavant d'intervenir dans les*

(1) Discours de M. Bignon à la Chambre des Députés. *Moniteur*, 8 janvier 1834.

Ce fut à Tilsitt, et non pas à Erfurth, « que Napoléon donna un *assentiment verbal* aux projets usurpateurs du cabinet russe. » (Bignon. *Histoire de France*, tome 5, p. 144.)

(2) « L'Angleterre, la France, etc., p. 142. »

» *affaires de l'Europe; c'est un gouvernement asiatique,* etc. »
» Comment cette Albion endettée, et maintenant imbue
» des plus perfides principes, ose-t-elle réveiller l'ours (ainsi
» qu'elle nous nomme) qui faillit dévorer Napoléon, avec la
» première armée qui fut jamais sur son territoire, et aller
» ensuite se venger de cette témérité à Paris même? Non;
» il faut que son tour vienne; et dans quelque temps nous
» ne devons plus faire de traité avec ce peuple, qu'à Calcutta ; sa fausse politique a joué son reste : qu'elle aille
» s'allier aux nègres d'Afrique à qui elle veut tant de bien,
» et pour lesquels l'Europe est sa dnpe. Nous, barbares et
» esclaves, comme ses feuilles nous nomment, nous lui donnerons une leçon; en attendant, qu'elle continue : c'est
» ce que nous voulons (1). »

Que la Russie convoite la possession des Dardanelles, la chose est claire, et il n'est pas besoin de s'arrêter plus longtemps à le prouver; il nous faut seulement examiner les moyens qu'elle met incessamment en œuvre pour arriver à la réalisation de ses vœux.

Les rapports de ce pays avec le reste de l'Europe ont pris leur plus grand développement à une mauvaise époque. La corruption du Bas-Empire, celle des États d'Italie au XIVe et au XVIe siècles, ont été moins grandes encore que celle des *cours* du XVIIIe. C'est cette corruption qui a consommé le sacrifice de la Pologne, qui a fait perdre à l'Angleterre ses anciennes colonies, qui a poussé la France à la révolution de 1789, et qui rend partout nécessaire aujourd'hui des réformes politiques.

Que la cour russe n'ait point échappé à cette corruption générale, nous en avons la preuve dans les projets usurpateurs de ses souverains, lesquels, à la manière des conquérans de tous les temps, se sont servis d'or pour corrompre, autant que d'armées pour vaincre.

(1) British and foreign review. N° 1, p. 109.

Long-temps avant la guerre de 1769 à 1774, la Russie avait des correspondans et des pensionnaires tant dans l'Albanie que dans la Morée, pour entretenir les bonnes dispositions des habitans. A partir de cette époque jusqu'aux jours de Capo-d'Istrias, il est difficile de dire par laquelle de ces deux choses la Russie s'est fait le plus remarquer, de la prodigalité qu'elle a mise à payer les émissaires de tous genres et de toutes religions qu'elle entretenait dans l'empire turc, ou de la lâcheté avec laquelle elle les a abandonnés, de temps en temps, à la vengeance de leurs souverains.

Sans doute, il est impossible de percer le secret des intrigues de la diplomatie russe; cependant on peut deviner des choses qui ne sont pas susceptibles de preuves exactes. L'or répandu à l'occasion des élections anglaises, certaines dépenses faites à Paris et à Vienne, et récemment d'autres dépenses en Espagne et dans le Portugal, en disent assez et doivent s'élever à des sommes énormes. La chancellerie russe à Constantinople est pour ainsi dire une maison de banque. On y a vu de l'or entassé jusqu'à la cheville du pied. Boutenieff faisait des mandats pour la somme d'un million de francs trois semaines après son arrivée; et la malle-poste lui apporte incessamment de nombreux sacs remplis de ducats. Pourquoi tant d'argent? Ajoutons que la Turquie n'a pas encore payé un sou de l'indemnité qu'elle s'est engagée à payer à la Russie (1).

Ce n'est pas seulement en répandant de l'or que la Russie cherche à atteindre le résultat qu'elle désire; tous les moyens lui sont bons; aucun scrupule ne l'arrête. Dans ses manifestes, elle proclame « qu'elle est restée constamment étrangère à tout désir de conquête, à toute vue d'agrandissement (2). » C'est là un flagrant mensonge; mais qu'importe; la Russie ne cessera de le répéter aussi souvent que les faits établiront la vérité du contraire et que

(1) The bristish and foreign teviens, n° 1, p. 119.

(2) Manifeste du 5 octobre 1829, l'Angleterre, etc., p. 52.

de nouvelles circonstances susciteront des réclamations contre ses actes. Le dernier évènement qui a donné occasion à des discussions de cette nature est le traité d'Unkias-Skelessi.

« Nicolas et le comte Nesselrode, dit l'auteur, déclarèrent à Saint-Pétersbourg que cet acte n'avait aucune importance pour l'Angleterre et la France ; ils affirmèrent qu'on l'avait conclu sans leurs instructions, sans leur connaissance ; l'empereur lui-même prétendait ne l'avoir appris que comme nouvelle du jour. Le comte Orloff, avec sa franchise de soldat, s'excusait à son tour d'avoir été obligé de céder aux pressantes sollicitations de la Porte, qui lui avait arraché ce traité comme gage de la faveur et de la protection constantes de l'empereur.

» Le rang et la considération personnelle des personnages dont nous venons de citer les paroles seront invoqués par les envoyés de France et d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, comme excuse d'y avoir ajouté foi, et d'avoir cru que la Russie n'avait aucun dessein contre l'indépendance de la Turquie.

» Il paraîtrait impossible que les assurances de pareils personnages ne reposassent sur quelques apparences qui du moins leur serviraient de garantie ou d'excuse. Cependant il n'existe pas l'ombre d'un prétexte à l'appui des déclarations que nous citons. Le traité qu'on présente comme arraché par l'importunité de la Porte tomba sur cette dernière comme un coup de foudre. Il avait été rédigé à l'ambassade russe, et peut-être même au ministère des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg ; le projet de ce traité y devait exister depuis longues années, et n'attendait sans doute qu'une occasion favorable (1).

(1) Le seul objet de la mission du comte Orloff, investi d'une autorité qui n'a jamais eu d'exemple, était d'arracher à la Turquie la signature de ce traité. Ce n'est que lorsque tout était terminé

» Quoi qu'il en soit, il est certain que le traité du 8 juillet fut présenté à la Porte comme la convention d'Akerman, non pour être discuté, mais pour être approuvé et accepté.

» On viola, dans cette circonstance, toutes les formes de la courtoisie internationale; les individus qui étaient soupçonnés d'encourager une opposition furent menacés en particulier au nom de l'empereur, « *qui n'apprit l'existence de ce traité que comme nouvelle du jour;* » enfin les ministres ottomans ne renoncèrent à toute opposition que lorsqu'ils virent qu'elle ne ferait qu'attirer des malheurs sur leurs personnes, sans aucun avantage pour le pays.

» Cependant le traité, qui *n'intéressait nullement ni la France ni l'Angleterre,* avait une si haute importance pour la Russie, que le comte Orloff fit clairement comprendre au gouvernement turc que sa signature était la condition du départ de l'armée russe.

» Un autre moyen d'entraîner la Porte fut employé : on promit que la moitié des six millions de ducats dus à la Russie serait remise, et l'on insinua que peut-être l'empereur, flatté de la confiance qu'on lui montrerait, renoncerait à la somme entière. Une pareille négociation, des argumens

que M. Orloff arriva pour remplacer M. de Boutenieff, comme ambassadeur général, et Monravieff comme commandant de l'armée d'occupation; il exerçait en même temps l'autorité militaire suprême dans les provinces méridionales de la Russie.

Il n'y avait aucune nécessité, eu égard aux circonstances du moment, de faire parade d'aussi immenses pouvoirs, d'autant moins que M. Orloff lui-même ne cessait de répéter en langage soldatesque, dans tous les salons de Thérapie et de Bujukdère, qu'il était arrivé « *comme la moutarde après dîner.* » Cependant il se montra si impatienté de chaque moment de lenteur, que même, après avoir appris à Odessa l'arrangement des affaires qui avaient servi de prétexte à son voyage, il infligea, de ses propres mains, une punition corporelle au capitaine de la frégate, qui, par erreur de calcul, perdit quelques heures dans le trajet. (*Note de l'ouvr. cité.*)

et des faits pareils, n'ont pas besoin d'un seul mot de commentaire. » . . . .

Depuis on a fait la découverte de l'article additionnel de Pétersbourg, qui a réveillé les soupçons légitimes de toute l'Europe sur les projets de la Russie. Sa découverte n'a pas été faite une seule heure trop tôt; le parti que les divers gouvernemens de l'Europe vont prendre à cette occasion n'est pas encore connu, ils en prendront un sans doute; ils opposeront des digues aux envahissemens projetés par cette ambitieuse nation.

Le seul point, dans l'ouvrage que nous analysons, qui soit propre à susciter une grande dissidence d'opinion, c'est celui qui a rapport aux mesures que l'Angleterre et la France doivent adopter pour soutenir la Porte, et pour faire avorter les fraudes de la Russie. *Il veut qu'on occupe la Turquie avant de la défendre* (1). La proposition est grave, et quoique l'auteur insiste pour affirmer que le peuple musulman recevra une armée anglo-française à Constantinople avec empressement, cette hypothèse nous paraît douteuse. L'occupation de l'Égypte par Bonaparte; les projets subséquens des Anglais pour s'établir dans ce pays; la conquête d'Alger et la destruction de la flotte musulmane à Navarin, n'ont pas laissé dans l'opinion des Turcs une opinion qui nous soit bien favorable.

Bornez notre intervention à une intervention armée, soumise à l'autorité du sultan, et dès lors les Turcs l'accepteront. Une intervention de ce genre paraît d'ailleurs être conforme à l'opinion de l'auteur, ainsi qu'on pourra le juger par ces dernières lignes de son livre que nous allons citer en terminant.

« C'est par les Dardanelles qu'on atteint le cœur de l'empire ottoman; c'est du Bosphore que doivent partir nos flottes pour arrêter l'agresseur. Fortifiez la Turquie, et non seulement vous la sauvez elle-même, mais vous ré-

(1) P. 113.

parez les désastres causés par sa faiblesse (1). L'existence de la Pologne dépend de celle de la Turquie ; la même main de fer s'appesantit sur les deux nations. Desserrez cette étreinte mortelle, et toutes deux s'élanceront simultanément à la vie. Les Dardanelles sont la clef de leur existence ; la possession ou l'abandon des Dardanelles décidera de leur avenir. » UN ANGLAIS.

COUP D'ŒIL SUR L'ITALIE

DEPUIS 1814 JUSQU'A NOS JOURS. (2)

« L'Europe n'aura de repos que quand la nation qui a allumé au moyen âge le flambeau de la civilisation avec celui de la liberté pourra jouir elle-même de la lumière qu'elle a créée. » Ces paroles, que le célèbre de Sismondi a proclamées dans son *Histoire de la Renaissance de la Liberté en Italie*, contiennent une grande vérité.

L'Europe, cette grande partie de l'Europe, qui est déjà en possession d'institutions libérales, et qui a intérêt à propager et étendre ses principes politiques, ne doit pas tarder à tourner toutes ses pensées vers la péninsule italienne, soit qu'elle obéisse aux influences de la politique méridionale,

(1) Le témoignage des contemporains du partage de la Pologne est bien précis quant à la connexion des affaires de Pologne avec celles de la Turquie. L'heureuse issue de la guerre de la Russie contre les Turcs, en 1774, décida le partage. « Mais le sort de la » Pologne, dit Coxe, ainsi que celui de son vassal, le duc de Cour- » lande, ne dépend que du résultat de la guerre présente entre la » Russie et la Turquie. » (*Note de l'ouvr. cité.*)

(2) Cet article servira d'introduction à un *Tableau historique de l'Italie*, que l'auteur va publier.

(*Note du R.*)

soit qu'elle soit entraînée par les grands évènemens qui se préparent en Orient et qui amèneront un nouveau système d'équilibre européen.

Il est vrai que les Italiens doivent, sans attendre ces évènemens, aviser aux moyens de régénérer par eux-mêmes leur patrie. Cependant, si jusque là les circonstances n'étaient pas favorables à un mouvement national hâté par les uns, ou à la réalisation très éloignée, à mon avis, de certaines réformes sociales et religieuses imaginées par les autres, les Italiens ne doivent-ils pas profiter de la tendance de la politique libérale européenne et des évènemens qui se préparent de loin, afin de faire renaître la liberté en Italie ?

Quand on veut le bien de son pays, il ne faut pas s'attacher aux principes exclusifs qui par leur nature peuvent en certaines circonstances devenir des obstacles plutôt que des moyens de régénération. Aucun évènement, aucune amélioration de nature à donner aux peuples italiens des institutions politiques, ne doivent être dédaignés, puisque, non seulement ils seraient des bienfaits en eux-mêmes, mais encore un commencement pour reconquérir l'indépendance de la patrie, qui est le véritable but que tous les Italiens veulent atteindre.

Il faut donc que l'Italie soit prête à ces évènemens et en même temps qu'elle connaisse son état, ses forces, ses besoins et les véritables moyens de les satisfaire. L'histoire nous instruit en nous montrant les vertus et les erreurs des hommes et des nations ; l'histoire de l'Italie peut mieux que toute autre nous mettre à même de savoir ce qu'il faut suivre, ce qu'il faut éviter. Elle peut nous indiquer la marche qu'on doit, selon les circonstances, adopter pour la défense des intérêts nationaux.

Le célèbre historien Carlo Botta a écrit avec une grande profondeur et beaucoup d'élégance l'histoire de notre patrie jusqu'en 1814. Une histoire du royaume de Naples, depuis 1734

jusqu'en 1825, du général Colletta, a paru aussi dernièrement. Cet ouvrage, d'un grand mérite, contient l'histoire moderne du midi de la péninsule. Un livre, donc, qui donnerait l'histoire moderne du nord de l'Italie, comblerait une lacune, et par conséquent serait utile.

Les anciens peuples de l'Italie furent puissans et valeureux. Ce fut aussi l'Italie qui, la première, dans les siècles du moyen âge, donna une nouvelle vie à la liberté et à la civilisation européenne. Les républiques italiennes défendaient avec une valeur héroïque leurs propres droits et leur propre indépendance contre les armées des empereurs et contre la puissance étrangère, alors que presque tous les autres peuples vivaient dans la servitude. L'Europe commençait à peine à écarter les ténèbres qui l'enveloppaient, que les arts et les lettres étaient déjà florissans dans la péninsule italienne. Mais malheureusement, après plusieurs siècles de gloire, fatiguée, divisée et envahie par les armées venues d'outre-mont et d'outremer, elle perdit considérablement de sa liberté et tomba en grande partie sous la domination de princes ou italiens ou étrangers qui tous prirent à tâche de tenir les peuples dans la mollesse, dans l'ignorance et dans l'asservissement.

L'esprit philosophique qui, dans le XVIIIe siècle, soumit à l'examen de la raison ce qui jusqu'alors avait dépendu des seules décisions de l'autorité, après avoir porté l'investigation dans le domaine de la nature et de l'intelligence humaine, ne pouvait rester indifférent devant la machine compliquée de l'ordre social et politique.

L'Italie participa aussi à ce grand mouvement intellectuel, et l'esprit de réforme s'était déjà propagé dans presque toute la péninsule avant que la révolution française de 89 n'éclatât. Les ouvrages de Beccaria, de Verri, de Filangieri, de Tamburini, et de beaucoup d'autres écrivains célèbres, en sont des preuves incontestables.

A la vérité, ce mouvement fut alors secondé, même par

plusieurs gouvernemens italiens : les réformes étaient commencées en Lombardie, en Toscane, à Parme, à Naples. C'est à l'éducation italienne que Joseph II et Léopold doivent la gloire des réformes, grâce auxquelles leurs noms vivront éternellement. Les savans s'adressaient aux princes, qui par leurs conseils introduisaient peu à peu des améliorations, non seulement dans les choses civiles et ecclésiastiques, mais pour ainsi dire dans toutes les parties du corps social; parce qu'alors on croyait qu'au lieu de réclamer la liberté comme moyen efficace pour tout progrès et comme principe universel de prospérité, on devait implorer les encouragemens et la protection des princes pour les institutions publiques, l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'instruction, et pour tout ce qui pouvait contribuer au bien-être des États.

Le but commun des gouvernemens italiens, dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, était aussi de secouer le joug de la cour de Rome; et en cela l'école de liberté religieuse de monsignor Ricci, évêque de Pistoja, qui se déployait à son aise en Lombardie, en Toscane et dans le royaume de Naples, exerçait une grande influence.

D'autres circonstances furent cause que cet esprit de réforme se propagea. Dans quelques états c'était la mauvaise administration civile et judiciaire; en d'autres la féodalité; ici le mécontentement du tiers-état devenu plus nombreux et plus riche; ailleurs l'asservissement des laïques au pouvoir des ecclésiastiques. A tous ces motifs nous devons joindre encore un sentiment général d'indépendance et de nationalité qui avait résisté aux invasions étrangères, à la division des états, et qui s'était grandement développé dans cette réaction générale.

La révolution française de 89 fut le principe d'une lutte terrible entre la république et les princes d'Europe. Aux réformes des gouvernemens italiens succédèrent alors des systèmes de défiance et de persécutions tout-à-fait opposés, qui,

suspendant le bien commencé, ne tendit qu'à multiplier les désordres qu'on voulait arrêter. L'Italie, enveloppée dans cette lutte, eut à supporter des désordres, des massacres, des rapines, et mille autres calamités. Pour rendre hommage à la vérité nous devons aussi affirmer que de cette lutte surgit en même temps une nouvelle époque de régénération pour l'Italie. L'année 1796 signala une ère nouvelle. Les victoires de Bonaparte et des armées françaises amenèrent dans la Péninsule ce nouvel ordre de choses dans lequel les citoyens sans distinction de classes étaient appelés à remplir les fonctions politiques. Les lois remplaçaient le libre arbitre dans l'administration et les tribunaux, la publicité garantissait les biens, la liberté, et la vie des individus. Il y avait enfin égalité de droits, liberté d'opinion politique et religieuse.

Ce fut alors que l'institution de la garde nationale fut accueillie par le peuple avec tant d'enthousiasme qu'elle porta ombrage aux généraux français, qui se hâtèrent de la comprimer. L'esprit militaire se réveilla partout : au bout de quelques mois il y eut des légions républicaines, cisalpines, romaines et calabraises, qui défendirent avec courage le nouveau système ; la légion calabraise en particulier fit des prodiges de valeur dans la guerre de 1798. Les gardes nationales de Reggio, Brescia et Bologne, annonçaient déjà alors ces légions italiennes qui par la suite eurent une si grande part dans les combats et les victoires des armées françaises dans toute l'Europe.

Les trois années de la république Italienne qui, après la bataille de Marengo, succéda à la Cisalpine, ont été une des périodes les plus remarquables de l'histoire moderne de l'Italie, un des précédens qui ont exercé le plus d'influence sur le développement actuel de l'Italie septentrionale.

Dans cette période, l'esprit public, le sentiment d'une patrie italienne, les principes d'ordre et d'administration publique se développèrent grandement. Il y eut d'excellens administrateurs, de bons financiers et d'habiles militaires.

Les lois et les institutions avaient quelque chose de large, de régulier, de national. L'origine de l'association secrète des *unitarii italiani*, très nombreuse, répandue dans toute la Péninsule, ayant son centre, à ce que l'on prétend, à Bologne, date de cette époque. Comme son but était l'indépendance de la patrie, elle voulait agir non seulement contre les Allemands, mais encore contre les Français, pas de la même manière à la vérité. Si cette association n'avait pas été dissoute d'après les conseils de Melzi, vice-président de la république, qui ne la jugeait pas en harmonie avec les circonstances politiques de cette époque, l'Italie aurait peut-être montré plus d'union en 1814, et peut-être aussi aurait-elle eu un meilleur sort. Mais la durée de la république italienne fut courte, et malheureusement le grand homme, né italien, au lieu de consolider l'union et la liberté de sa patrie, réunit le Piémont, Gênes, la Toscane, Parme, et Rome à l'empire français, laissa Naples comme royaume séparé du midi et forma de toute la partie septentrionale un nouveau royaume d'Italie, sur lequel pesait ce même despotisme qui domina une grande partie de l'Europe, grâce à la valeur des armes et à la splendeur de la gloire.

La majeure partie de la population croyait que la nouvelle création d'un royaume d'Italie aurait consolidé cett existence politique qui intéressait si vivement les Italiens. Cependant l'ascendant de Napoléon ne put entièrement subjuguer l'esprit national. Peu de temps après son couronnement, le projet de loi sur l'impôt de l'enregistrement fut rejeté à une grande majorité de voix par le corps législatif, dont les membres avaient été élus sous l'influence du gouvernement, et recevaient un traitement de 6,000 francs par an. Depuis lors, le corps législatif ne fut plus convoqué; les assemblées délibérantes ne furent que nominales, et le sénat consultant ne fut plus que l'interprète de la volonté du prince.

Toutefois, grâce au royaume d'Italie qui formait déjà

un état d'environ sept millions d'habitans, Vénitiens, Romagnols, Lombards, Tyroliens, Anconitains, se trouvèrent compris dans une même unité politique assez étendue, soumis aux mêmes lois, attachés à la même capitale. L'esprit militaire se releva de plus en plus: une armée d'environ quatre-vingt mille valeureux soldats témoigna que l'antique bravoure n'était pas bannie des cœurs Italiens. Le commerce prospéra grandement, l'agriculture fut débarrassée de tous les obstacles, de grandes améliorations judiciaires s'introduisirent, les sciences et les arts furent encouragés: on fit de nouvelles routes à travers les monts et les marécages, ce qui augmenta considérablement les communications entre les États Italiens.

Le royaume de Naples conserva son existence politique, seulement il avait changé de roi. Six millions et demi d'habitans avaient ici, il est vrai, des institutions moins avancées, mais la loi régnait au lieu de l'arbitraire, et plusieurs améliorations avaient été introduites dans les institutions publiques. Il faut encore remarquer que dans les provinces, et surtout en Calabre, il y avait un nouveau principe de vie; de nouvelles idées, sous le nom de *carbonarisme*, s'étaient répandues parmi les populations; elles gagnèrent avec rapidité l'état papal et d'autres provinces encore: ce principe fut suivi par les classes supérieures, le peuple, une partie du clergé, et par l'armée napolitaine surtout: il représentait pour toujours la nécessité d'un grand changement dans l'ordre politique, l'union et l'indépendance italienne; les princes exilés aidaient aussi à la propagation des idées libérales pour faire opposition aux gouvernemens existans.

Les îles de Sicile et de Sardaigne continuèrent à être sous la domination des Bourbons de Naples et de la maison de Savoie. Elles jouissaient d'une constitution. La Sicile surtout obtint, grâce à la protectiou anglaise, une représentation nationale, qui fit beaucoup de réformes et d'améliorations.

Enfin Piémontais, Génois, Parmesans, Toscans et Ro-

mains, en tout cinq millions et demi d'Italiens, participaient aux priviléges des vainqueurs, et s'accoutumaient avec eux au règne des lois, à l'égalité des droits, aux vertus militaires.

Voilà ce que la révolution et les victoires de Napoléon apportèrent à l'Italie dans le cours de vingt années. Bien qu'incomplète, cette œuvre avait en elle un principe de vie et promettait à l'Italie renaissance, gloire et liberté. Il n'en fut pas de même de l'œuvre de la restauration : la coalition détruisit tout. La liberté politique et la liberté d'opinion furent ravies à l'Italie, soumise au joug Autrichien.

L'Italie est unanime pour abhorrer le joug de l'étranger et du despotisme : elle a souvent tenté de le briser. La victoire est toujours demeurée temporairement au peuple; mais malheureusement les Italiens, partout vainqueurs de leurs propres despotes, ont toujours été refoulés sous le joug par la ligue des tyrans étrangers, parce qu'ils ont toujours été attaqués avant d'avoir pu se réunir, s'organiser et s'armer. L'Italie est opprimée, ensanglantée, calomniée, mais elle aspire toujours avec ardeur à l'indépendance et à la liberté.

F. CANUTI.

HISTOIRE CONTEMPORAINE.

DE LA FRANCE

DANS SES RAPPORTS D'OPINION AVEC L'ALLEMAGNE.

(*Premier article.*)

Un mouvement remarquable se manifeste dans l'époque présente. L'esprit français et l'esprit allemand s'étreignent,

s'embrassent, s'enlacent. L'un cherche à gagner en profondeur ce que l'autre cherche à gagner en véhémence. L'un voudrait communiquer à son génie politique le fondement d'une pensée métaphysico-religieuse ; l'autre voudrait ajouter à son génie méditatif le ressort d'une action publique.

Ce mouvement, qui aura pour résultat de changer les rapports moraux entre les deux principales nations de l'Europe continentale, les gouvernemens ne s'en embarrassent pas. Ils vivent au jour le jour. D'ailleurs, le fait en lui-même n'est pas encore nettement dessiné. Ceux qui se trouvent engagés dans la question, ou suivent un instinct aveugle, ou se livrent aux inspirations d'une vanité tourmentante ; faute d'avoir été reconnus, les besoins de l'esprit n'ont pas été satisfaits. Ne nous étonnons donc pas si les arbitres des destinées n'étendent pas leurs prévisions au-delà de la sphère des choses palpables. Il faudra du temps avant qu'il soit révélé aux puissans de la terre ce que c'est qu'un *peuple*. Il faudra un plus long espace de temps avant qu'il leur arrive la perception de ce que c'est qu'un *homme*.

Divisés par tous leurs antécédens historiques, par les voies de la pensée, qui sont creusées plus profondément que les voies des intérêts, les Allemands et les Français, marchant en sens opposé, ont fini par se rencontrer en face. Ainsi a été parcouru le cercle de l'esprit français, ainsi a été achevée la sphère de l'esprit germanique.

En s'établissant dans le domaine de la pensée, comme dans un terrain neutre, les deux nations n'ont pas encore la conscience de leurs destinées. Tout est dans la confusion, dans le désordre. On ne sait comment s'y prendre pour revêtir le nouvel homme. L'Allemagne communique à la méditation française quelque chose de son génie du moyen-âge, de ses inspirations du passé ; ce n'est pas un retour vers l'existence gothique ; en les badigeonnant, on ne rend pas habitables les ruines. L'homme se rapproche de l'homme;

il touche à la chaîne électrique qui lie le présent au passé, qui le prolonge dans l'avenir. Il veut sympathiser avec le genre humain ; il ne veut pas être seulement d'aujourd'hui, il veut être de tous les temps.

A son tour, la France anime le flegme germanique de sa pétulance ; elle lui donne quelque actualité ; elle lui confère la vie présente. Au génie politique il faudra, en Allemagne, bien des crises ; il lui faudra un long et opiniâtre apprentissage. Les gaucheries sans nombre, l'imitation malencontreuse, tout cela s'effacera ; il pourra se relever une nation allemande. Mais reprenons les choses par le commencement.

A la chute de l'empire, madame de Staël, se plaçant entre la France et l'Allemagne, voulut opérer, sur le terrain de la littérature, une transaction entre les deux puissances. Elle voyait les choses sous le point de vue esthétique, conception essentiellement bornée ; la philosophie seule pouvant radicalement influer sur les opinions des peuples. Cette femme célèbre n'en a pas moins donné le mouvement ; le *romantisme* l'a continué.

C'était une affaire de goût, et dont la portée ne s'aperçoit que dans l'ensemble. On voulut forcer l'originalité, en outrant l'imitation ; on se guindait pour paraître extraordinaire. A côté de graves inconvéniens, il n'en est pas moins résulté certains avantages.

Dorénavant, plus de salut pour quiconque veut se traîner sur la route du passé. Les formes de style ne remplacent plus le fond de la pensée ; les convenances d'un langage maniéré ne sauraient plus farder les rudes enseignemens de la vérité. Le siècle de Louis XIV, avec sa grande magnificence, le siècle de Louis XV, avec son esprit éblouissant, sont descendus dans la tombe. Il n'est plus permis à un corps de nation d'applaudir à la littérature académique, en se recouvrant du masque de Racine ou du masque de Voltaire.

L'imitation s'est reportée sur l'étranger ; elle a paru échanger une forme contre une autre forme. La poésie classique affublait les sentimens modernes du costume des héros de l'antiquité ; la poésie romantique habille la pensée byronienne, avec son excentricité morose, du costume des hommes de fer du moyen âge. Ce n'est là, toutefois, que le côté apparent des choses.

Pour la première fois, depuis le grand siècle, le génie français a appris qu'il existait une Europe intelligente, savante et lettrée ; une Europe qui avait sa poésie, ses arts, sa philosophie ; une Europe qui ne relevait pas de la cour des Tuileries, qui se trouvait placée en dehors de la banlieue de Paris. C'est ce que n'avaient pu enseigner les plus grandes conquêtes, ni celles qui entraînèrent les guerriers de Napoléon aux sables de la Lybie, ni celles qui les promenèrent jusqu'aux rives du Borysthène. A Rome et à Hambourg on ne voyait que des Français, maintenant on y voit toute autre chose.

Louis Racine avait parlé de Milton; Voltaire avait cité Shakspear, Calderon, le Dante, Camoëns; Boileau avait vilipendé le Tasse; Florian polissait Cervantes; Tressan habillait l'Arioste; le nom de l'auteur de *Werther* n'était pas inconnu; mais tous ces noms étaient parvenus aux Français de la manière la plus étrange. Ils en parlaient comme Cervantes parle du royaume de Danemarck, en le plaçant à côté de l'île de Taprobane.

Du livre de madame de Staël, au réveil des jeunes romantiques, il s'opéra une révolution étrange. On eût dit la découverte d'une nouvelle Amérique. A défaut d'un Colomb, la France littéraire eut ses Cortez et ses Pizarre. La tête haute, le génie facile, l'épée assurée, mais avec un maigre bagage d'instruction et de savoir, maint poète aborda les plages lointaines. Goëthe, Schiller, lord Byron, Walter Scott, furent rançonnés tour à tour. Avec ces dépouilles opimes, on se composa une originalité barbare.

Les talens n'ont pas manqué, le jugement était insuffisant. Maladif, souffreteux, torturé dans sa conscience; vaniteux dans ses projets; menant de front les spéculations artistiques et les combinaisons mercantiles; passionné pour le laid, pour le grotesque, pour l'absurde; recherchant une immoralité affectée, à laquelle il manquait le naturel du vice, le romantisme français n'en mérite pas moins une grande attention. Il prépare, en quelque sorte, le sol au génie futur. Ainsi, la *Spanish Comedy,* et autres pièces du vieux théâtre anglais, avant l'arrivée de Shakspear, ont facilité la tâche de ce poète. Nos Marino, nos Lucain, nos Sénèque composent un *humus* excellent, un sol végétal où pourra croître quelque jour un chêne séculaire. Mieux vaut encore l'absurde que l'insipide. Le sol le plus fertile est celui qui s'est assimilé le plus de débris.

Après le romantisme est venue la philosophie de l'histoire, que l'on a considérée comme le côté pratique de la philosophie allemande. Ce que l'on avait à peine appris, déjà on l'enseignait; ce que l'on avait aperçu à travers un brouillard, déjà on le tirait à la clarté du jour. Schelling, Hégel, et je ne sais quelles illustrations encore, ont été placés sur le lit de Procuste. On a arraché le manteau de dessus leurs épaules; chacun s'est partagé une portion de l'oripeau.

Du choc des idées ont cependant jailli quelques étincelles. Des combinaisons pourront grandir hardies, nouvelles et savantes. Quand le sable sera balayé, la pyramide élèvera la tête dans le désert.

Que l'on ne m'accuse pas de surtaxer la valeur de toutes ces tentatives fusionnaires. Je ne parle pas de ce qui est, je parle de ce qui sera. J'ai en vue cet ensemble d'évènemens, cette agitation de pensées, le phénomène, enfin, que présente le génie français, faisant un violent effort pour rompre les liens d'une nationalité exclusive, pour s'assimiler le monde. Il se tourne du côté de l'Allemagne, parce que l'Allemagne l'a devancé dans la carrière. Ce pays digère

actuellement le produit de la pensée de tous les peuples, de tous les siècles, de tous les mondes. En cela, il accomplit une véritable mission sociale. La religion transforme tous les hommes en chrétiens, la philosophie les métamorphose en hommes. Chrétiens et hommes c'est *un*. Je le sais, les nationalités ont leur valeur historique et politique indépendante; mais aujourd'hui elles se subordonnent visiblement à un principe suprême qui, sans les effacer, les domine.

Abordons maintenant la partie historique de notre sujet.

La civilisation française date, en Allemagne, de Louis XIV; elle dominait à Berlin, dans les conseils du Grand-Frédéric, et s'écroula à sa mort, n'ayant pas eu d'influence sur la nation. Les littérateurs Allemands, qui s'en étaient constitués les rares organes, manquaient, presque tous, de goût et de talent. On ne les cite plus, pas même pour mémoire.

L'homme qui ruina d'un seul coup le crédit de deux siècles, qui fit double banqueroute à Voltaire et à Racine, était lui-même, à plusieurs égards, le disciple de l'école française. Homme de goût, homme d'une franche et solide méthode, esprit exact, doué d'une verve mordante, Lessing tenait à la fois de la bourgeoisie et du grand monde. Il y a de la rondeur dans sa pensée, de la détermination dans son allure. Un pareil homme ne pouvait faire à la France une guerre sotte et puérile, ne pouvait manifester un esprit national étroit. Il respectait les grandes manières, la haute raison, la dignité, le tact exquis qui distinguaient l'ancienne littérature française. Mais il protesta avec une grande énergie contre les sentimens factices d'une nature purement conventionnelle, organisation de cour et d'académie qui se prétendait, en ligne directe, l'héritière exclusive de la Grèce et de Rome. Il prouva le néant de ces prétentions classiques; il démontra que les Grecs avaient idéalisé l'homme, et non pas le courtisan; il opposa la nudité antique avec sa beauté naturelle, à la mode moderne avec ses grâces ma-

niérées. Il enleva à Hercule sa perruque et à Vénus ses paniers.

Ce fut surtout contre la frivolité voltairienne que Lessing s'arma de la plume. Il attaqua cette légèreté coupable, qui croit avoir satisfait aux exigences de l'esprit en plumant l'homme, en le jetant aux pieds du sage comme le coq nu du philosophe de l'antiquité. Enlevez à l'homme les trésors de son imagination, méconnaissez la double sympathie qui l'unit, d'une part à la divinité, d'autre part à la nature; détruisez le rapport cosmique et le rapport religieux; ce qui reste ce n'est plus l'homme. C'est contre cette profanation de la nature humaine que Lessing s'insurge, sans faux enthousiasme, sans exagération ridicule.

Kant et Goëthe continuèrent cette œuvre. L'un, le poète, le libre penseur, le naturaliste, empreint du génie grec, inspiré par les souvenirs d'un passé romantique, selon le cœur de la nation allemande. L'autre, le philosophe, le mathématicien, l'homme de la raison moderne, ennemi déclaré de tout faux semblant, ruinant la doctrine de Locke; il porta le coup de grâce à la philosophie du siècle.

Au commencement de la révolution, il y eut une recrudescence du vieil esprit français en Allemagne, sous la forme de la politique nouvelle. Uni à Schiller, Goëthe marcha contre la théorie encyclopédiste, qui chercha à se rallier sous l'étendard des nouveautés sociales. Les *Xénies* parurent, feu roulant des plus sanglantes épigrammes; guerre sans miséricorde proclamée contre la platitude prosaïque de l'esprit moderne, qui se disait éclairé parce qu'il niait les croyances.

Bientôt de nouveaux champions se signalèrent: Fichte et Schelling. Le premier, disciple de Kant, l'autre, disciple de Fichte. Sous des formes scientifiques, avec un idéalisme sévère, l'un reproduisait l'antique stoïcisme; l'autre, s'inspirant de la nature, semblait renouveler Spinosa, à l'aide d'un enthousiasme platonicien. Il s'opéra, dans toute la

profondeur de l'Allemagne, un mouvement intellectuel d'une énergie, d'une audace extrêmes. On eût dit la reproduction des grandes époques scientifiques de l'Orient et de l'Occident, de l'antiquité et du moyen âge.

Ce mouvement dépassait toutes les limites dans lesquelles, jusqu'alors, s'était soigneusement resserrée la sagesse moderne. On rejeta en masse, avec le dédain le plus signalé, la philosophie des hommes du monde, la théorie des sensations, le matérialisme, le déïsme ; la science des Locke et des Condillac, des Reid et des Dugald Stwart fut répudiée au même titre ; même on préférait le cynisme de Voltaire, la brutalité de Diderot, aux tempéramens de la médiocrité raisonneuse.

Fichte s'empara de la politique et Schelling de la nature, et tous les deux y établirent leur domination et leur empire. Vivement secondés par les deux frères, A. G. et Fr. de Schlégel, par le baron de Hardenberg, connu sous le nom de Novalis, et par le poète Tiek, ils primèrent sur toutes les opinions de l'Allemagne.

La réaction contre l'esprit français avait eu lieu, jusqu'alors, dans la sphère de la poésie, de l'art, de la philosophie : l'opposition était partout, dans l'analyse, comme dans la synthèse. Il n'y a pas deux sciences chimiques ; il n'existe pas deux sciences physiques ; mais il existe deux manières radicalement différentes de se rendre compte des phénomènes ; les Allemands suivaient la route de Kepler, les Français marchaient sur la route de Newton ; on se tenait à la même expérience, mais on lui donnait de tout autres rapports ; dans les deux camps on partait du point de vue d'une tout autre philosophie de la nature.

En morale donc, en physique, finalement en politique (autant que Fichte peut en être regardé comme l'organe révolutionnaire, Jean de Muller comme l'organe historique), partout on se trouvait aux antipodes. Le génie français, façonné intellectuellement par la révolution et discipliné ma-

thématiquement sous l'empire, avait dû se détourner du génie allemand, comme on se détourne d'un monstre informe. Il avait dû le taxer de barbarie, de superstition, même de démence. Le génie allemand n'avait pas la même colère; disciple des Cuvier, des Gay-Lussac, des Laplace et des Lagrange, etc., etc., il admirait leur science, mais il repoussait les principes fondamentaux de l'idéologie, la phisophie atomistique sur laquelle on étayait ces doctrines.

En se portant sur un autre terrain, la scission devenait encore plus profonde.

Les imitateurs de l'esprit français avaient éviré le christianisme en Allemagne. Ils lui avaient ôté sa substance, le Christ, le mystère de l'Incarnation; ils avaient bouleversé les rapports établis par les dogmes de la religion, entre Dieu, l'homme et la nature. De ce *caput mortuum*, des cendres de la religion et de la morale, ils avaient prétendu tirer un code de l'honnêteté vulgaire, ôtant à la vertu son héroïsme, la transformant en philantropie moderne, la mariant à la doctrine de l'utilité. Ils avaient tari toutes les sources du dévouement, ils avaient persiflé le martyre. Il ne leur restait pas même cette énergie politique, ce patriotisme brûlant dans lesquels s'était réfugiée la grandeur de la nation Française; enthousiasme qui lui avait servi de religion et de philosophie, qui avait remplacé les mobiles les plus passionnés de l'existence. La révolution avait enfanté, en France, non seulement des héros, mais encore des hommes d'une habileté politique consommée; elle menaçait le monde de l'empire d'une nouvelle Rome. Rien dans la plate, dans la bourgeoise Allemagne, de ce grand esprit des affaires, rien qui la dédommageât de la nullité fondamentale d'un rationalisme sans puissance.

Transportant la lutte du domaine de la pensée dans le domaine de l'histoire, sur le champ de la religion, les deux frères Schlégel, Novalis et Tiek, dans leur réaction contre le pseudo-protestantisme des hommes prétendus éclairés du

nord, et contre le pseudo-catholicisme des hommes prétendus éclairés du midi de l'Allemagne, proclamèrent le génie profond, la nature éternelle du vieux catholicisme; ils fixèrent l'attention sur la valeur historique du moyen âge; ils finirent par détourner les esprits de la contemplation exclusive des choses européennes, pour les reporter vers les origines de l'esprit humain, dans les régions orientales ainsi que dans les régions occidentales.

J'ai besoin de suspendre un moment la marche de la narration, pour définir ce mouvement de crise. Goëthe, Fichte et Schelling se tinrent dans une position de réserve, quoiqu'ils encourageassent d'abord cette révolution, qui s'opérait à la fois dans la littérature, dans la religion et dans l'histoire. Cette œuvre ne fut cependant jamais entièrement accomplie, non seulement à cause des obstacles que l'on rencontrait sur une terre essentiellement protestante, mais encore parce que les coryphées du mouvement hésitaient dans leur marche, et que les uns rebroussaient chemin, tandis que les autres avançaient en aveugles.

Toutes les questions se présentent complexes; en les isolant on engendre des réactions inévitables; la solution possible des questions est dans l'harmonie des contraires. Quand l'imagination devient tyrannique, la raison réagit; lorsque la raison s'érige en despote de l'esprit humain, le sentiment proteste. Contre le mysticisme s'insurge le rationalisme, contre le rationalisme s'élève le mysticisme; ce qui est exclusif est faux, parce que cela est exclusif. L'enthousiasme réel tient à la vérité par sa nature la plus intime; il conduit de front les choses opposées, il sait les surbordonner à une loi suprême.

Dans la réaction allemande dont je viens de signaler le dernier terme, il y avait de l'enthousiasme de bon aloi, il y avait une impulsion inévitable. Les deux frères A. G. et Fr. de Schlégel avaient grandi dans le commerce des muses de l'antiquité; il semblait que la Pythie inspirait Frédéric

au début de sa carrière. Les mêmes hommes avaient parfaitement compris les avantages de la civilisation moderne; ils n'avaient jamais manifesté la sotte prétention de vouloir nous faire rebrousser chemin dans la nuit des âges. Ce qu'ils avaient prétendu établir, c'était la solidarité entre toutes les époques de l'histoire. Ils protestaient contre la tentative de parquer le genre humain dans les formes exclusives de la pensée moderne. Admirateurs des Grecs, partisans de la simplicité antique, ils appréciaient la grandeur de la chevalerie; ils proclamaient la beauté chrétienne. Quand Champfort et Diderot, quand Voltaire au besoin, protestent contre la mode et la tyrannie, contre le régime suranné des conventions factices, ils applaudissent. Ils ne manquent donc pas de justesse dans l'appréciation des diverses exigences sociales; on ne saurait leur contester l'indépendance dans les idées.

Malheureusement ces écrivains soulevèrent une polémique toute capricieuse, toute personnelle, à côté de la polémique véritable, dont ils s'étaient fait une mission consciencieuse. Ils se brouillèrent avec Goëthe, ils se brouillèrent avec Schiller, ils finirent par se brouiller avec Fichte et avec Schelling. Après avoir encouragé un esprit de réaction contre la domination française, Frédéric Schlegel s'est laissé politiquement amortir. Il paraissait renoncer à l'exercice d'une libre raison, s'égarant dans les plus sombres voies de la philosophie de la nature. Cette tête lumineuse s'était livrée à des hallucinations visionnaires; il se perdit dans le royaume des songes, autour du baquet magnétique, dans la conversation des somnambules.

Essentiellement novateur, et novateur hardi, mais voulant innover par la science du passé et non avec l'ignorance hautaine de nos révolutionnaires, Frédéric Schlégel parut tout-à-coup soumettre son génie ardent au contrôle de la routine. Il y a dans ses écrits politiques un grand sens historique, une forte entente des évènemens et des choses;

il y a aussi le retour absolu vers certaines formes du passé, vers les corporations du moyen âge, au profit d'une raison dogmatique qui veut stabiliser les institutions humaines. Sous ce rapport sa tendance paraît converger avec celle de MM. de Bonald et de Maistre, quoiqu'elle soit plus libre, plus dégagée de préjugés. Cette absorption de l'enthousiasme dans la mysticité inactive, cette routine de l'esprit dans le domaine de la politique, indiquant le sommeil d'un grand et beau génie, affligeaient profondément les admirateurs de son talent et de son caractère.

Quant à A. G., son frère, il se retira du mouvement des idées contemporaines, de toute action et de toute réaction sur ou contre le siècle; il se réfugia dans la philologie. Ici nous avons à signaler cette même verve réformatrice, ce même enthousiasme, cette même sagacité dans les combinaisons de la critique que nous avons pu observer dans les autres investigations des penseurs de l'Allemagne. L'érudition devint une œuvre du génie, une œuvre profonde.

A aucune époque des annales du genre humain, dans aucun pays, la science de l'histoire n'a acquis de développemens pareils à ceux dont elle peut se vanter depuis les vingt dernières années, en Allemagne. Wolf avait donné l'impulsion dans ses Recherches sur la poésie homérique. Niebuhr, dans une entreprise colossale, tenta de restaurer la primitive histoire de Rome. Quelques unes de ses opinions ont été combattues avec succès; mais ce qui lui fait un éternel honneur, c'est la forte entente de l'antiquité, qu'il a présente devant les yeux comme si c'était chose actuelle. Il a vivifié la jurisprudence, science que le génie de Montesquieu lui-même n'était parvenu qu'à restaurer imparfaitement. Il l'a enlevée à la discussion formaliste des hommes de loi; il l'a restituée aux historiens, aux philosophes. D'autres sont venus étendre l'œuvre de Niebuhr : ils ont embrassé la Grèce, l'Orient, le Nord, et le moyen âge. Il me faudrait citer cinquante noms, si je voulais rendre justice à tous. Chaque

année voit éclore dans les universités des œuvres d'une érudition spéciale, approfondie, immense. Je cite au hasard Grimm, qui a composé la grammaire scientifique de tous les idiomes germaniques, qui a fouillé les coutumes du moyen âge, qui a construit l'histoire intérieure de l'Allemagne, d'après son vieux droit coutumier, qui s'est introduit par la double puissance de l'imagination et de l'abstraction, dans toutes les formes de la pensée, dans toutes les conceptions originelles de la nation allemande. Boekh a fait pour Platon, pour Pythagore, pour Pindare, pour Athènes, ce que Grimm a tenté pour sa patrie; Otffried Müller a donné la vie aux Doriens et aux Pélasges, il a ranimé l'Étrurie; partout où son souffle a passé les cendres se sont émues, quelque vie antique a été restaurée, le sceau de quelque tombe a été brisé.

Nulle part les langues Orientales n'ont été explorées avec plus d'enthousiasme, avec une critique d'ensemble et de détail plus prononcée qu'en Allemagne. Ici elle a largement emprunté à la France. Ce que les Gesénius, ce que les Ewald doivent à la science de M. de Sacy, ils l'ont fécondé par une philosophie originale. Ces savans, leurs disciples, leurs collègues ont poursuivi le filon d'or jusqu'à la dernière limite de toute recherche. Entre les mains de Bopp et de Lassen, l'étude du sanskrit a produit la science de la grammaire comparée. Comme Cuvier a reconstruit le monde antédiluvien, ces hommes ont reconstruit le monde de la pensée originale, pour tous les peuples de la race Indo-Germanique; un éclair puissant est venu sillonner les ténèbres de leurs origines. La France s'enorgueillit d'un jeune savant que l'on peut considérer comme le continuateur de l'école allemande; M. Burnouf en a la verve et l'enthousiasme, il en a aussi la laborieuse patience.

Le domaine de l'histoire a été partout fouillé, partout soulevé par les mains allemandes. S'il existe des lacunes, on peut être sûr qu'elles seront comblées tôt au tard.

La théologie a grandement profité de ces investigations critiques, historiques, philosophiques. Les Saintes Écritures, les pères de l'Église, les philosophes que l'on appelle scolastiques, les casuistes du XVIe siècle, les sectes primitives de l'Église, les sectes du moyen âge, les sectes modernes, ont été examinés tour à tour, par de savans catholiques et par de savans protestans. Le libre examen a enseigné le respect des choses saintes, parce que la loyauté y présidait, et le poussait jusqu'à ses dernières conséquences.

Tel est le spectacle qu'a offert à l'Europe étonnée l'Allemagne savante. Insensiblement une opinion s'est développée dans ce pays, au sujet de l'histoire. On y a vu l'éducation du genre humain, graduelle et lente, passant par toutes les phases de l'ordre de la nature, jusqu'à la divinité, dont il porte le type en son âme. Dieu est devenu l'idée centrale de l'histoire, Dieu comme homme : c'est là ce que l'on a appelé la *philosophie de l'histoire*.

Personne, dans la docte Allemagne, ne nie cette philosophie. Les savans contestent seulement à l'école qui l'a formulée, à l'école hégélienne, le droit de préjuger les faits, de les dicter *à priori*, de soumettre le génie libre de l'humanité aux formes d'une scolastique scientifiquement inflexible. Personne n'a méconnu, dans la spéculation de Hegel, la grandeur; on a rendu justice à son coup d'œil, souvent divinatoire; on a protesté contre la dictature du maître, on a protesté contre la pétulance des disciples.

Au milieu de ce mouvement qui entraînait la science allemande vers les sommités de la pensée, une plus juste appréciation du génie français, une meilleure entente de sa valeur historique n'ont pu manquer de se faire jour. Au fond ni Goëthe ni les Schlégel n'avaient jamais contesté le génie des grands poètes, des grands penseurs, des grands prosateurs de la France moderne; mais la France s'avançait les armes à la main au cœur de l'Allemagne; Napoléon, méconnaissant sa propre dignité, s'emportait en invectives

contre les hommes dont ce pays s'enorgueillissait, les traitant d'idéologues, ce qui était une grande injure dans sa bouche; les appelant des misérables vendus à l'or de l'Angleterre; le génie allemand cherchant une orgueilleuse revanche à de honteuses défaites, se réfugia dans le domaine de l'intelligence; ce fut au moment même où l'Allemagne, couchée dans la poussière, était ainsi vilipendée, que son âme échappa au vainqueur, dans une région inaccessible à ses atteintes.

Il ne faut pas s'imaginer que l'esprit français et l'esprit allemand soient irréconciliables. L'esprit humain est un; la civilisation chrétienne a ajouté, à cette unité naturelle, une autre, plus profonde. Les Français et les Allemands ont grandi simultanément à l'école des lettres classiques; la science n'est plus nulle part nationale, elle est partout européenne. Quelque chose de germanique est au fond de la nature française: les Francs sont une des branches les plus illustres de cette race germanique, que l'on retrouve partout, dans la Lombardie, dans le royaume de Naples, en Espagne, dans la Scandinavie, dans la Grande-Bretagne. La civilisation chevaleresque du moyen âge, n'importe dans quel pays elle a pris naissance, est une civilisation germanique. Les Romains n'avaient pas cette adoration de la femme; pour prendre racine dans les mœurs européennes, l'élément celtique, que l'on a cru retrouver dans la chevalerie, a dû passer par l'intermédiaire du génie normand et provençal, c'est-à-dire, du génie scandinave et du génie gothique. Toute l'Europe fut dominée par cet esprit, à l'exclusion des institutions des Slaves et des mœurs grecques et romaines.

Par la chevalerie, toutes les nations germaniques du moyen âge participaient à une civilisation commune. Elle dégénéra promptement, elle fut engloutie par les guerres civiles. Cependant elle se métamorphosa dans l'esprit de cour, et reparut sous cette forme dans les temps postérieurs. Ainsi s'organisa dans l'Europe une haute société aristocra-

tique qui tendit au nivellement des aspérités nationales. Plongée dans l'inaction, livrée à une corruption élégante, cette société faillit à sa destinée. Elle n'en marque pas moins au premier rang parmi les causes civilisatrices de l'Europe moderne.

Le contact des lettres grecques introduites en Italie, à la chute de Constantinople, eut pour résultat de former une civilisation scientifique qui reposait sur le platonisme qu'elle chercha à rallier à la religion chrétienne, par l'intermédiaire de la théosophie de l'Orient. Les cours du quinzième et du seizième siècles accueillirent cette doctrine avec faveur et s'en pénétrèrent d'une manière remarquable. Je n'examine pas les méprises de toutes ces tentatives, les aberrations de l'esprit humain dans le domaine de l'alchimie, dans celui de l'astrologie, etc., les égaremens d'un mysticisme qui joignait la profondeur à l'extravagance. Mon intention est seulement d'indiquer qu'en ce temps l'esprit allemand et l'esprit français s'abreuvaient à la source commune de l'inspiration italienne. Agrippa de Nettesheim fut le citoyen des deux empires, comme le fut le Napolitain Giordano Bruno.

Leibnitz doit être considéré comme le disciple indépendant de Descartes, comme le rival de Pascal et de Mallebranche. Jusque là, nulle scission radicale entre le génie des deux contrées.

Il y a plus : cet esprit de sarcasme, cette vivacité, qui tient de la nature des vins généreux du sol de la France, tout cela n'était pas antipathique au caractère plus réfléchi, au génie plus lourd, plus massif, plus carré dans les formes de la nationalité allemande. Ainsi Fischart, au siècle de Rabelais même, traduisait, commentait et continuait Rabelais, avec la verve, le cynisme, l'emportement, l'extravagance de l'original. Derrière ces folies se cachait la raison sceptique, comme chez le curé de Meudon. La littérature goguenarde, satirique, anti-cléricale, anti-nobiliaire du

quatorzième siècle, l'expression bourgeoise dans les sentimens, la réaction de la civilisation d'en bas contre la civilisation d'en haut, trop exclusive, trop orgueilleuse, trop dominante, tout cela avec le ton de la même licence, avec la même grossièreté naïve, et, il faut le dire, souvent ordurière, s'était reproduite en France comme en Allemagne. Dans cette littérature commune aux deux pays, littérature à double face, l'une chevaleresque, idéale, tombant dans le maniéré ; l'autre bourgeoise, réaliste, tombant dans le cynisme, se manifestaient cependant des disparates énormes qui tenaient des deux côtés à tous les avantages comme à tous les défauts des nationalités distinctes.

La cause de la radicale différence entre le développement intellectuel des deux nations se retrouve exclusivement dans le génie des doctrines modernes.

Les Français, il faut le dire, s'étaient rendus un peu trop exclusivement les esclaves de la convenance. Il en était résulté un esprit factice qui se manifestait par la peur du ridicule. La prose française est peut-être la plus belle prose du monde. C'est qu'il ne lui prenait pas les mêmes tremblemens qu'à la poésie; c'est qu'elle ne visait pas à la même rhétorique ambitieuse; c'est que de graves pédans ne la plièrent pas sous la domination de leur férule.

Le ridicule, on ne le fuyait pas seulement dans la poésie, dans le style, on le redoutait encore dans l'enthousiasme des opinions et des croyances. Si Platon avait pu ressusciter, Platon aurait été sifflé, ainsi Képler, ainsi Pythagore. L'Orient était considéré comme absurde. Voltaire avait fini par voir, dans Athalie, l'abomination de la désolation dans la maison — de la philosophie. Il ne traitait guère mieux Blaise Pascal. Les *Lettres Provinciales* sauvaient à peine l'auteur des *Pensées* de l'excommunication philosophique. S'il l'avait osé, il aurait brisé la foudre dans la serre de l'aigle de Meaux, il aurait dépouillé Fénelon de sa mysticité douce et tranquille. On sait avec quel acharne-

ment il a disputé le terrain au vieux Corneille, grand homme qui avait faibli par peur du ridicule, qui s'était laissé régenter par les académiciens, étouffant en lui sa sève mêlée de fronde et d'héroïsme, son génie ligueur, romain et espagnol, pour se faire l'inintelligent copiste d'une forme qu'il dépassait de toute sa taille. Locke, c'était le sage des temps modernes; Newton, c'était l'unique savant; le tout, parce qu'il avait plu à Voltaire de se considérer comme le successeur, l'améliorateur et l'héritier en ligne directe de ces deux illustrations de la Grande-Bretagne.

Le point culminant de l'esprit français, son apogée, c'était la philosophie de l'empire, philosophie dite républicaine, dite démocratique, parce qu'elle s'était incorporée au matérialisme sous la forme des sciences exactes. Le point culminant de l'esprit allemand, son apogée, c'était le catholicisme romantique et transcendental appuyé sur la philosophie de la nature, telle qu'elle portait le cachet de la pensée de Schelling. Le plus aride matérialisme, d'une part, le plus aventureux mysticisme, d'autre part, se regardaient en face. Tout-à-coup, au milieu du choc des deux empires, il s'opéra un revirement de doctrines qui présagea dans les deux pays des destinées nouvelles.

J'ai eu déjà occasion de l'observer. La civilisation allemande porte, dans son ensemble, un caractère d'universalité trop prononcé, pour que le préjugé anti-français pût y conserver de longues et profondes racines. Une seule chose ne pouvait s'assimiler au génie de l'Allemagne, l'idéologie des continuateurs de Condillac. Même en combattant la philosophie française du dernier siècle, on rendait hommage au grand talent de ses principaux coryphées; heureusement que leur génie n'a pas eu d'héritiers dans les temps modernes.

L'esprit français avait d'ailleurs réagi sur lui-même. Les Rivarol, les Montlosier, les Mallet du Pan avaient ébauché une œuvre agrandie par le génie des Chateaubriand, des

Bonald, des de Maistre, et sur laquelle M. de La Mennais venait de mettre la griffe du lion. Le mouvement qui avait pu produire de tels hommes ne manquait, certes, ni d'énergie, ni de profondeur. Par leurs travaux, l'esprit allemand et l'esprit français se donnaient, en s'ignorant, un rendez-vous au sein du christianisme.

La restauration propagea leurs écrits en Allemagne. Adam Muller fut, sous quelques rapports, un disciple de M. de Bonald. On imita cette nouvelle école française dans la tendance la plus hostile aux intérêts du siècle; on devait échouer. Faire de la scolastique politique avec les institutions du passé, ce n'était pas les vivifier. Prêcher l'ordre avec le bourreau, la religion avec la censure, la littérature avec la police, la morale avec l'inquisition, c'était ramener la raison adulte du siècle aux langes de son enfance. Ces tentatives soulevèrent les meilleurs esprits, et, malgré le génie de leurs auteurs, furent signalées comme odieuses par les Humboldt, les Savigny, les Niebuhr, etc. Cet essai de systématiser le despotisme, en l'appuyant sur une aristocratie de fonctionnaires nobles, et en le prêchant au nom de la théocratie souveraine, était insensé. Ce n'était pas là le vrai moyen de rendre à l'aristocratie la considération publique, au clergé une salutaire influence.

Le libéralisme constitutionnel et bavard passa également le Rhin, sous la restauration, et fit fureur parmi la bourgeoisie allemande. La haine de la classe moyenne contre les nobles et les prêtres avait de quoi se satisfaire en ces jalousies mesquines. Les hauts rangs recevaient de France le mysticisme politique ravitaillant l'autel par le trône : les simples bourgeois adoptaient le rationalisme. Ainsi la France, malgré l'abaissement de sa puissance politique, se refit une autorité en Allemagne.

Cette action eut sa réaction; deux hommes la caractérisent : Goerres et Hegel.

Goerres, au nom de la liberté, voulut se faire le restau-

rateur d'une espèce de moyen âge. Il n'a manqué à cet écrivain qu'un grand théâtre où il pût employer son imagination surabondante, son âme chaleureuse, sa prompte intelligence des hommes et des évènemens, et nul doute qu'il n'aurait pu jouer un rôle élevé sur la scène du monde. Ce beau génie s'est en quelque sorte étiolé sous le ciel de l'Allemagne ; il lui a fallu gaspiller son temps en une polémique fastidieuse, user ses forces contre un plat libéralisme, et courir risque d'échouer contre le servilisme systématique soutenu par les partisans de la routine monarchique.

Hegel, que ses ennemis ont appelé le Pape de l'Anté-Christ, que d'autres ont prétendu signaler comme le Souverain Pontife du protestantisme, se plaça, non pas dans le passé, comme Goerres, mais dans le présent. Il voulut réaliser un gouvernement de la raison absolue, sous les formes de l'administration prussienne. Le disparate était choquant, l'hégélianisme politique ne fit pas fortune.

Dans les universités de l'Allemagne, sous les auspices d'un disciple de Kant, M. Friefs, d'un docte théologien de l'école protestante, M. de Wette, d'un naturaliste philosophe, enthousiaste aux vues synthétiques, M. Oken, s'était organisé une espèce de républicanisme unitaire, et qui, dépassant les intentions des professeurs que je viens de nommer, s'égara dans l'absurde. A beaucoup de folies, à de graves impertinences, étaient mêlées quelques indignations vertueuses. La bouffissure, le faux pathos, le creux des théories sans expérience, les défigurèrent de bonne heure. L'orgueil remplaçait la raison ; chaque écolier se croyait un petit génie parce qu'il savait jurer sur un poignard.

Ce désordre, qui prolongeait en quelque sorte la vie des camps au sein des études, couvrant l'Allemagne de conspirailleries, servit de prétexte aux plus fâcheuses entreprises contre la liberté de la pensée. Les gouvernemens se jetèrent aveuglément dans des réactions de police et de

censure. Cependant les jurisconsultes les plus distingués de l'Allemagne, les Eichhorn, les Savigny, les Thibaut, les Niebuhr, etc., etc., cherchèrent à se poser entre les deux exagérations pour sauver l'indépendance des institutions universitaires. Depuis que la folie germanique s'est pacifiée de l'autre côté du Rhin, elle a passé en France avec des barbes de bouc et des moustaches, avec le costume de fantaisie copié sur l'habit du moyen âge. A sa suite sont aussi venues plus d'une fois des inspirations généreuses corrigeant le matérialisme de la vieille démagogie française. Jadis dédaigneuse de l'étranger, lorsque, de l'antre des clubs, elle lançait sur l'Europe ses proconsuls et ses victoires, aujourd'hui elle revient à résipiscence, il lui prend des velléités idéalistes, elle subit une réaction ; le désordre dans les idées que cette réaction entraîne présente un phénomène curieux ; mais, avant de l'étudier, il me faudra indiquer les principaux rapports de l'école saint-simonienne.

Le baron D'ECKSTEIN.

(*La fin au numéro prochain.*)

CHRONIQUE GÉNÉRALE.

Ce n'est pas seulement la mort d'un illustre maréchal, d'un brave général, d'une jeune fille de seize ans, et de plusieurs honorables citoyens, que la France aura eu à déplorer; l'abominable action d'un scélérat devait avoir pour résultat bien d'autres malheurs. La presse a été déraisonnablement, injstement, impolitiquement rendue responsable d'un attentat qu'elle n'a eu qu'une seule voix pour exécrer, et des lois, des lois déplorables ont été improvisées et votées au pas de course pour anéantir en quelque sorte, pour restreindre et gêner du moins la manifestation de la pensée. Par ces lois tout se trouve changé, cautionnement des journaux, nature

du versement, qualification et pénalité des délits, compétence des journaux, mode de procédure et vote du jury. Pour s'opposer aux écarts de la presse on n'avait eu recours jusqu'à ce moment qu'à deux espèces de lois, des lois *préventives* et des lois *répressives*; le ministère français vient de nous en faire connaître une troisième qu'il appelle lui-même lois *suppressives*. En effet, leurs dispositions sont telles qu'elles auront pour résultat de faire tomber à la fois, en tout ou en partie, la presse quotidienne, la presse hebdomadaire, grands et petits journaux, revues et écrits périodiques, gravures, emblèmes, dessins, lithographies, etc. Nous sommes bien loin d'être les ennemis du gouvernement, et nous ne déplorons rien tant que d'être obligés de critiquer ses actes; mais nous devons avant tout hommage à la vérité. Les projets de lois en question ont reçu en France et chez l'étranger de flétrissantes qualifications: la *Gazette d'Augsbourg* seule a trouvé des paroles pour les louer. La Chambre des Députés elle-même, qui, en renchérissant par ses amendemens sur le projet primitif, s'est pour ainsi dire approprié ces lois, est loin d'avoir été unanime dans son vote. Une nombreuse, une imposante minorité, composée, il faut l'avouer, de tout ce que cette chambre renferme d'hommes honorablement connus par leur caractère et leurs talens, a protesté contre l'adoption des mesures proposées. Malgré les nuances d'opinions qui les divisent, MM. Dupin, Bignon, Dupont de l'Eure, Lafitte, Odilon Barrot, Etienne, Lepelletier d'Aulnay, de Schonen, Béranger, Passy, Charles Dupin, Salverte, Garnier Pagès et Pagès de l'Ariége ont combattu avec toute la puissance de l'éloquence et de la logique les malencontreux projets. M. de Lamartine et M. Royer-Collard surtout ont fait entendre des paroles qui ont provoqué la sympathie de toute l'opposition et trouvé en France de l'écho.

Les Pairs à leur tour vont être appelés à discuter les lois votées par la Chambre des Députés. On annonce qu'une sérieuse discussion aura lieu dans la chambre haute; mais le ministère réduira les plus hardis à l'impuissance de proposer des amendemens; il leur dira : « La Chambre des Députés n'est plus réunie, elle n'est plus en nombre suffisant, votre amendement est le rejet complet de la loi. »

Tandis que le ministère français ne recule pas devant une voie manifestement réactionnaire, le ministère anglais s'efforce de sympathiser de plus en plus avec l'opinion publique; dans la séance de la Chambre des Communes du 21, il s'est tout-à-fait mis en hostilité avec la Chambre des Lords, qui a

tellement dénaturé dans son principe et dans ses dispositions le bill des corporations municipales, qu'on n'y peut plus reconnaître l'esprit qui a présidé à sa rédaction. Le ministère anglais paraît décidé à soutenir la lutte avec énergie; il ne s'agit rien moins que de refuser les subsides, jusqu'à ce que la Chambre des Lords ait adopté les bills de réforme votés par la Chambre des Communes. C'est le chancelier de l'Échiquier lui-même, M. Suring-Rice, qui a pris l'initiative de cette mesure, et elle a été appuyée par lord Russel, qui a dit: « J'ai toujours pensé comme mon honorable collègue, le chancelier de l'Échiquier, que les ministres ont des devoirs à remplir envers le peuple aussi bien qu'à l'égard du souverain; comme lui aussi je pense que ces devoirs peuvent se concilier et se confondre. La mission spéciale de la Chambre des Communes est de représenter le peuple et de veiller à ses intérêts, et la Chambre a incontestablement le droit de retirer les subsides; aucune clameur, aucune récrimination ne pourront jamais me faire consentir à contester le libre et entier exercice de ce droit important et sacré, je dirai même plus, ce droit est, à mes yeux, le meilleur moyen d'assurer l'honneur du pays et la grandeur de la couronne. »

A la Chambre des Lords, une pétition a été présentée par lord Brougham, à l'effet de demander l'abolition du droit de timbre sur les journaux. Cette pétition est signée par un grand nombre de citoyens de Londres et de Westminster.

Les affaires d'Espagne prennent de plus en plus un caractère inquiétant. Le mouvement révolutionnaire qui s'est opéré dans la Catalogne se propage de ville en ville, de province en province. De Barcelonne à Cadix, de Sarragosse à Valence, les populations se lèvent en masse, élisent des juntes populaires provisoires et envoient à la régente des députations chargées d'exiger des garanties positives pour le parti libéral, la liberté de la presse, le changement de ministère, etc., etc. Madrid même n'a point été étranger à ce mouvement; sa tranquillité a été assez menacée pour que la régente ait cru devoir déclarer la ville en état de siége. Cependant, malgré cet état de siége, malgré de nombreuses patrouilles et les postes doublés, les miliciens répandus dans toutes les parties de la ville attaquent et massacrent avec une odieuse lâcheté à coups de sabre tous les hommes désarmés qu'ils reconnaissent pour carlistes; dans toutes les provinces, dans toutes les localités que gagne l'insurrection, les églises sont pillées, les religieux tués ou chassés; le sang coule, et le gouvernement de la régente est peu fait pour l'empêcher de couler. Le statut royal est battu

en brèche de tous les côtés; la junte a réclamé la convocation de Cortès constituantes, et cette réclamation a été appuyée par une population insurgée et en armes. A Sarragosse, la junte veut la résurrection de la couronne d'Aragon, avec ses cortès locales et ses *fueros*. Pendant ce temps Don Carlos ne ne se maintient pas seulement, il avance. Quel sera le dénouement de ce grand drame? Que va faire le ministère Toreno? on dit qu'il vient de réclamer pour la seconde fois l'intervention anglo-française. Au milieu de ces cruelles et sanglantes agitations, la réapparition du principe fédéral qui a fait autrefois la gloire et la force de l'Espagne, pourra peut-être offrir un refuge ou au moins une pierre d'attente aux hommes impartiaux et vraiment patriotes.

Les réjouissances publiques célébrées le 3 août à Berlin ont été l'occasion de troubles sérieux. Une ordonnance de police avait défendu le tir des armes à feu; le peuple n'en a point tenu compte; de là des conflits sanglans avec la troupe; de là des vitres et des lanternes brisées, des rassemblemens, des cris, l'invasion du palais du souverain, la dévastation de plusieurs monumens publics. L'on porte à 40 ou 50 le nombre des victimes de ces troubles, par suite desquels une ordonnance signée Frédéric-Guillaume, et contresignée par tous les ministres, a été rendue, laquelle contient des dispositions pleines de sévérité contre les rassemblemens et les émeutes. Ces désordres n'ont eu aucun caractère politique; cependant, pour s'expliquer comment ils ont pu avoir lieu à l'occasion d'une simple ordonnance de police, et ce dans un pays aussi bien administré que la Prusse, on est obligé de se dire que là aussi probablement de profonds mécontentemens existent au sein des populations.

Les vaisseaux portant les troupes russes envoyées à Kalisz sont arrivés dans la rade de Dantzig le 4 août. Ces bâtimens, parmi lesquels se trouvait un vaisseau de premier rang avec 110 canons, *le Pierre;* puis cinq vaisseaux de 84 canons, et d'autres bâtimens plus petits, contenaient en tout 6,033 soldats de terre et 8,862 marins. Ces troupes ont dû se mettre en marche pour traverser la Prusse occidentale et la Poméranie jusqu'au lieu de leur destination, où déjà le médecin en chef de l'armée, baron Wylie, était arrivé de Warsovie. On a organisé entre cette ville et Kalisz un service de poste, de manière que le trajet peut se faire en 48 heures.

On évalue les dépenses qu'occasionera au gouvernement prussien la revue de Kalisz à 4 millions d'écus, dont une partie retombera sur le budget de la guerre et l'autre sur la cassette

du roi. Un nombre considérable de décorations, étoiles, bagues et tabatières destinées à la suite de l'empereur Nicolas, a été commandé chez le bijoutier de la cour. De Pétersbourg, il part également une cargaison d'ordres russes pour stimuler le zèle des officiers et employés prussiens qui auront bien mérité du czar.

En Russie, l'empereur vient d'ordonner une nouvelle levée dans toute l'étendue de ses états, de 5 hommes sur 100. D'après les calculs et les tables de la population russe, c'est environ 210,000 hommes que Nicolas ajoute à ses armées au moment même où il parle de sa modération et du désir qu'il a de maintenir la paix. Jusqu'ici les levées habituelles n'étaient que de 2 hommes sur 100 habitans. La France et l'Angleterre ouvriront-elles les yeux sur un état militaire aussi significatif?

Il est à peu près certain que les explications exigées par la France, relativement au message du général Jackson, ne seront pas données. Dans un discours prononcé en public, M. Livington a déclaré que si ces explications étaient encore demandées, la bonne intelligence entre les deux pays serait détruite ; d'une autre part quand arriva aux États-Unis la nouvelle de la demande d'explications, *le Globe*, journal avoué du général Jackson, s'expliqua inoffensivement il est vrai, mais sur le ton le moins satisfant du monde pour le gouvernement français.

S'il faut en croire des nouvelles venues par la voie de la Nouvelle-Orléans, le Mexique aurait aboli le système fédératif et établi une monarchie constitutionnelle dans la personne du général Santa-Anna; la liberté de la presse serait assurée. La ville de Taluca, une des principales villes de l'empire du Mexique, aurait commencé cette révolution; le nouveau gouvernement y aurait été proclamé, et toutes les autres villes y auraient adhéré.

CHRONIQUE POLONAISE.

POLOGNE PROSCRITE. La France et la Grande-Bretagne n'abandonnent pas les victimes du sort et de la tyrannie : le budget de 1836 dans le premier de ces pays, et de celui de 18$\frac{35}{36}$

dans l'autre, sont chargés de l'obligation sacrée de réparer en quelque sorte les torts de la politique. Nous avons parlé des 500,000 francs de subsides votés pour les refugiés Polonais, au mois de mai dernier, par les chambres françaises; nous consignons aujourd'hui le secours de 10,000 livres sterling décrété par la chambre des communes anglaises le 9 août, pour l'entretien annuel des proscrits de la Pologne qui se trouvent en Angleterre. On avait dit d'abord que ce secours serait alloué pour une dernière fois et que les quatre-vingts Polonais arrivés en Angleterre depuis le vote de l'année dernière n'y participeraient pas. Grâces aux soins et aux démarches actives et efficaces des amis de la Pologne, et nommément de lord Dudley-Stuart, de sir R. Inglis, de sir Fr. Burdet, de MM. W. Beaumont, Hume, et O'Connell, le secrétaire de la trésorerie a fait le 9 août au parlement la demande de ce subside, sans aucune distinction ni restriction et la chambre des communes l'a voté immédiatement à l'unanimité des suffrages.

Toutes les feuilles anglaises ont parlé avec détails de la soirée donnée au Vauxhall de Londres en faveur des Polonais. Jamais on ne vit de fête plus magnifique! Donnée sous la direction de la société des dames, établie à Londres pour assister les réfugiés polonais, elle fut encore mise particulièrement sous le haut patronage de la duchesse de *Kent* et du duc de *Sussex,* qui daignèrent l'un et l'autre accepter ce patronage de la manière la plus bienveillante. Lord Melbourne et le vicomte Palmerston ont honoré la soirée de leur présence. Un grand transparent et un beau feu d'artifice ont surtout produit un immense effet en reproduisant en caractères de feu et en anglais le vieux refrain national polonais: *Poland is not lost: la Pologne n'a point péri.* Ces paroles si significatives, en présence de tout ce que Londres possède de grand et d'illustre, semblaient un arrêt du ciel proclamé par le peuple le plus puissant de la terre. Des chants exécutés en plein air par des Anglais, et sur un théâtre par des artistes italiens, des tableaux illuminés offrant la vue des principales villes de l'Europe intéressées au rétablissement de la Pologne, l'ascension d'un ballon, au milieu de la nuit, et l'apparition, comme présage d'un grand évènement, d'une comète qui se détacha du ballon à une très grande hauteur, couronnèrent dignement une fête consacrée au soulagement des proscrits de Nicolas.

Les Chambres Américaines se sont occupées aussi du sort des réfugiés polonais. Le 18 février dernier, le sénat américain a adopté un décret qui modifie dans l'intérêt de nos com-

patriotes exilés, celui du 30 juin 1834, qui leur concède un territoire dans l'Illinois.

La tendance grave et sérieuse imprimée depuis quelque temps aux réfugiés polonais en France, et par suite de laquelle beaucoup d'entre eux se sont voués aux études et aux travaux industriels, commence à porter ses fruits. A l'école centrale des arts et des manufactures à Paris, sur neuf élèves promus au grade d'ingénieur, trois Polonais, MM. Lutowski, Netrebski, et Wolski, ont obtenu le diplôme d'ingénieurs mécaniciens, et un quatrième, M. Mirechi, celui d'ingénieur des mines. Honneur à ces élèves studieux qui ont travaillé pour être un jour utiles à leur pays ! Honneur à M. Lavalse, directeur de l'école des arts et manufactures, que l'émigration polonaise compte parmi ses amis les plus zélés et les plus bienveillans ! Nous venons d'apprendre aussi que sur le nombre de quatre-vingts Polonais qui étudient en médecine à Montpellier, vingt, après avoir obtenu le diplôme de docteur, se sont mis à la disposition du gouvernenement et ont été envoyés dans les villes du Midi de la France affligées du choléra.

Les réfugiés polonais à Paris ont eu le plaisir de voir arriver parmi eux d'Angleterre, un de leurs défenseurs les plus généreux, M. Beaumont, membre du parlement britannique, et président de l'Association des Amis de la Pologne à Londres. La société littéraire polonaise établie à Paris, qui compte parmi ses membres honoraires M. Beaumont, s'est empressée de lui donner une preuve de haute estime et de reconnaissance, en l'invitant le 27 août dernier à un modeste repas. Des allocutions y ont été prononcées par le comte Louis Plater, vice-président de la société littéraire polonaise, par le vétéran de la littérature nationale J. U. Nimcewicz, par M. Beaumont, et par deux autres anglais présens à la réunion, MM. Buttlar et Joung. Des toast ont été portés : au président de la société de Londres; à l'Angleterre, à sa prospérité, et à sa puissance si nécessaire au maintien des libertés européennes; aux amis de la Pologne en Irlande, et nommément à MM. *O'Connell*, *Sheil*, *Buttlar*, à M. *Joung*, et à tous ceux qui se sont associés à M. Beaumout pour la publication de la nouvelle et si intéressante *Revue Britannique et Étrangère*. Ce repas fraternel, auquel l'amitié, la confiance, la conformité de sentimens et d'opinions des convives, ont donné le caractère d'une réunion de famille, continuera, nous l'espérons, à resserrer les liens qui attachent déjà la Pologne opprimée à ses nobles défenseurs d'Outre-Manche.

La Société polytechnique polonaise qui vient de s'établir à Paris nous envoie la circulaire suivante, à laquelle nous nous empressons d'ouvrir nos colonnes.

ÉCOLE POLYTECHNIQUE POLONAISE.

Paris, le 30 août 1835.

Il vient de se former à Paris une Association dont le but est d'aider et d'encourager ceux des Polonais qui veulent, par leur travail, s'assurer à l'étranger une existence indépendante. Cette Association, composée d'hommes possédant des connaissances dans toutes les branches des sciences et des arts, a pris par cette raison le nom de *Société polytechnique polonaise*.

Autorisée par le gouvernement de Sa Majesté le roi des Français, cette Société a commencé ses travaux, et déjà beaucoup de généreux amis de la cause polonaise se sont empressés de répondre à l'appel qu'elle leur a adressé, et qui consiste à protéger les ingénieurs, les artistes, ainsi que les ouvriers polonais, soit en leur procurant une clientelle, soit en les employant chez eux, soit enfin en les aidant à se placer dans des établissemens d'arts et de manufactures. Plusieurs écoles ont aussi offert de prendre des élèves sans aucune rétribution.

La Société polytechnique polonaise, qui conserve les noms des véritables amis de l'émigration polonaise, pour les signaler un jour à la reconnaissance nationale, s'empresse de leur exprimer sa vive gratitude pour la manière noble avec laquelle ils ont daigné venir au secours de ceux qu'ils ont voulu obliger.

La Société, désirant poursuivre des travaux commencés sous d'aussi bons auspices, a l'honneur de faire un nouvel appel à tous les amis de la cause polonaise, en les priant de vouloir bien coopérer à son œuvre philantropique. MM. les entrepreneurs de travaux, ingénieurs, artistes, propriétaires d'établissemens d'arts, manufacturiers, chefs d'ateliers, négocians, fabricans, et généralement tous ceux qui se décideraient à employer des Polonais ou à leur commander des travaux, sont priés d'envoyer leur déclaration *au bureau de la Société polytechnique polonaise*, *rue d'Alger*, *n°* 6, où toutes les demandes seront accueillies avec gratitude.

Pologne soumise. Un journal russe, le *Dziennik Powszechny*, dans ses numéros du 22 juillet, des 8 et 10 août, contient l'annonce de nouvelles confiscations de propriétés polonaises. La première confiscation (*a*) se distingue par le nombre extraordinaire et inouï des individus condamnés à être spoliés; il s'élève à 2340, ni plus, ni moins. Le considérant du décret du prince Paszkiewicz, du 10 juillet dernier, qui proclame cette confiscation, indique qu'elle est prononcée en vertu d'un ordre spécial de l'empereur Nicolas, du 11 juin 1832, et en conformité du manifeste impérial du 1er novembre 1831; aussi l'ordonnance n'est-elle qu'un dispositif de la mesure inique et cruelle ordonnée par le magnanime czar *proprio motu*, à deux époques différentes et éloignées, comme pour prouver à l'Europe que c'est à tête reposée et avec calme que l'auguste vainqueur se plaît à accabler ses victimes. La seconde confiscation, du 28 février 1835 (*b*), est prononcée contre quarante-quatre individus, dont deux femmes. Elle est relative aux propriétés qu'ils possèdent dans la province de Vilna. La troisième, enfin, du 14 août 1835 (*c*), concerne quatre fonctionnaires civils et militaires, dont trois avaient demandé à rentrer, et dont un était rentré après en avoir obtenu la permission; malgré cela, on les prive de tout leur avoir pour ne s'être pas présentés au jour indiqué, le tout en vertu d'ordres spéciaux de Sa Majesté, du 15 juillet 1832 et du 13 mai 1834. Des mesures de ce genre, cinq ans après la soumission du pays, sans distinction d'âge ni de sexe, et qui frappent de la même peine la prise d'armes et une contravention de police, n'ont pas besoin de commentaires pour exciter l'indignation de tous les peuples civilisés, et expliquent bien l'intérêt croissant qu'inspirent partout les victimes d'un pouvoir aussi cruel qu'il est absurde.

Un établissement d'assurances pour les immeubles existe dans le royaume de Pologne depuis long-temps; un établissement d'assurances pour les meubles a été fondé tout récemment. Le journal ci-dessus, du 16 juin dernier, publie à cet égard des renseignemens que nous allons communiquer à nos lecteurs.

(*a*) Voir le *Dz. Powsz*, n° 206, du 22 juillet 1835.

(*b*) Voir le *Dz. Powsz*, n° 223, du 8 août 1835.

(*c*) Voir le *Dz. Powsz*, n° 225, du 10 août 1835.

Les habitations des *villes* sont assurées pour une somme de.............................. 130,803,915 fr.

Les habitations des *campagnes*, pour une somme de.. 173,957,130

Total............ 304,761,045

A la fin de l'année 1834, les assurances montaient à.. 292,023,000

Elles ont donc été augmentées de.... 12,738,045

CAS D'INCENDIE QUI ONT EU LIEU PENDANT L'ANNÉE 1834.

CAUSES DES INCENDIES.	CAS D'INCENDIE en ville.	en campag.	TOTAL.	REDEVANCES A PAYER par l'Association.
1. Incendiaires............	24	181	205	564,664
2. Foudre..............	4	52	56	39,586
3. Mauvaise construction de tuyaux.	3	178	181	204,890
4. Suie enflammée.......	4	51	55	60.424
5. Pipes à fumer.........	4	8	12	38,955
6. Imprudence...........	21	177	198	187,860
7. Fortuites et inconnues..	56	149	205	559,496
	116	796	912	1,655,875

L'association des *villes* possède un avoir de..... 1,299,184 fr.
Elle doit payer sur cette somme.............. 1,104,105

Il lui reste.................................. 195,079
L'assocation des *campagnes* possède un avoir de. 1,118.700
Elle doit payer sur cette somme.............. 1.803.638

Il lui manque................................ 684,938

Ce court aperçu prouve que l'institution d'assurances *d'immeubles* pèche encore par sa base, et qu'elle a besoin d'être réformée, surtout à l'égard des campagnes. C'était un ancien vœu qu'on formait en Pologne, mais que l'administration russe ne se hâte pas de réaliser. Elle a tant à faire d'un autre côté !

L'établissement d'assurances pour les biens-meubles offre les résultats suivans :

On a assuré, dans les *villes,* pour la somme de..		5,259,913
— dans les *campagnes,* pour celle de.		2,863,676
	Total des assurances......	8,123,589
Le prix d'assurance, pour la *ville,* monte à.....		32,194
— pour la *campagne,* à......		21,918
	Total du prix...........	54,112

Trente-deux espèces de meubles ont été assurées pendant l'année 1834. Les dix objets principaux sont :

Laine, pour........................	897,787 fr.
Draps et casimirs....................	542.466
Métiers et instrumens.................	974.412
Métaux bruts et ouvrés................	327,041
Voitures, meubles de chambre..........	329,783
Bois...............................	733,695
Eau-de-vie, esprit, rhum.............	695,167
Blés en grains......................	687,552
Blés en gerbes......................	754.397
Chevaux, bétails.....................	393,635
Total......	6,535,935

Les *vingt-deux* autres objets, dont l'assurance monte à 1,587,654 fr., sont : cordes, toile, soie, produits chimiques, marbre, corne, cuirs, suif et cire, colle, parfums, miroirs, potasse et chaux, café et épices, sucre, livres et papiers, vin, porter et bière, poissons, sel, foin et paille, houblon, lin et chanvre.

Les journaux russes continuent de donner par fragmens les dispositions du nouveau règlement sur les juifs. Quand nous connaîtrons le décret dans sa totalité, nous ne manquerons pas d'en entretenir nos lecteurs.

La Pologne vient de faire une grande perte dans la personne de Georges-Samuel Bandke, historien polonais distingué, mort à Cracovie le 13 juin dernier.

NOUVELLES DIVERSES.

Voici les dernières nouvelles d'Espagne :

Le 25 août, 350 fantassins carlistes et 50 chevaux ont violé le territoire français près la Manera.

Un lieutenant du 3e léger a soutenu contre eux une fusillade qui a duré une heure et demie.

Un chasseur du 3e léger a été tué ; un autre a été blessé.

Plusieurs détachemens carlistes se disposaient à se réunir sur ce point. Le général Castellane y a envoyé sur-le-champ un bataillon du 17e léger et 50 chevaux du 12e chasseur.

Le général Latre a été nommé capitaine-général de Madrid, en remplacement de Quesada, qui a donné sa démission le 7.

Des lettres de Jacca, en date du 23, confirment la nouvelle de l'échec qu'a éprouvé l'expédition carliste.

Gurrea est à sa poursuite ; il lui a fait des prisonniers et lui a repris tout son butin, notamment l'or et l'argent enlevés aux églises.

Don Carlos est à Estella avec Moreno et le gros de l'armée.

Cordova est toujours entre Lerin et Logrono.

Le bruit courait que les carlistes voulaient tenter une nouvelle attaque sur Bilbao. Un bateau à vapeur a transporté quatre compagnies d'Anglais à Portugalette.

Les christinos préparent toujours l'expédition sur Ernani. On a déjà fait une reconnaissance vers le passage.

Cette expédition sera faite par la légion anglaise et trois bataillons espagnols.

— On établit une ligne télégraphique de Saint-Péterbourg à Moscou. Ce travail sera achevé dans trois ans. Alors une ligne semblable sera établie entre Saint-Pétersbourg et Varsovie.

— Toutes les difficultés qui s'étaient élevées de la part du pacha d'Egypte, relativement à l'expédition des bateaux à vapeur sur l'Euphrate, afin d'établir une communication entre l'Angleterre et l'Inde, sont aplanies.

— L'empereur de Russie est arrivé le 18 août au camp de Kalisz. Le même jour il est allé voir le camp.

— Le marquis de Douro, fils du duc de Wellington, est arrivé de Londres à Hambourg le 26, se rendant au camp de Kalisz.